

Exercice 2023

ALIMENTATION COUCHE-TARD INC.

RAPPORT DE GESTION

Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2023



CIRCLE K™



Rapport de gestion

L'objectif de ce rapport de gestion, tel que les autorités réglementaires le requièrent, est d'expliquer le point de vue de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation ainsi que la performance d'Alimentation Couche-Tard Inc. (« Couche-Tard ») pour l'exercice se terminant le 30 avril 2023. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance relative à nos objectifs, nos attentes face à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques auxquels nous sommes exposés et les ressources financières dont nous disposons. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés annuels audités et des notes afférentes de Couche-Tard. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Par « nous », « notre », « nos » et « la société », nous faisons collectivement référence à Couche-Tard et ses filiales.

Sauf indication contraire, toutes les données financières indiquées dans le présent rapport sont en dollars américains (« dollars US ») et sont établies selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Nous utilisons également dans ce rapport de gestion des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS ainsi que des mesures financières supplémentaires. Les mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Mesures non conformes aux IFRS » et lorsque de telles mesures sont présentées, le lecteur en est avisé. Les mesures financières supplémentaires sont décrites lorsque de telles mesures sont présentées. Le présent rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2023. Ce dernier document ainsi que des renseignements complémentaires concernant Couche-Tard, y compris la plus récente notice annuelle, sont disponibles sur le site de SEDAR à <https://www.sedar.com/> ainsi que sur notre site web à <https://corpo.couche-tard.com/>.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion comprend certaines « déclarations prospectives » au sens des lois en valeurs mobilières au Canada. Toute déclaration contenue dans le présent rapport de gestion qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « pouvoir », « devoir », « prévoir », « s'attendre à », « estimer », « présumer » ainsi que d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Il est important de noter que les déclarations prospectives faites dans ce rapport décrivent nos prévisions en date du 27 juin 2023 et ne donnent aucune garantie quant à la performance future de Couche-Tard ou de son secteur d'activité, et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, les résultats réels ou la performance de Couche-Tard ou ceux de son secteur d'activité soient significativement différents des résultats ou de la performance futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Nos résultats réels peuvent différer de façon importante des projections ou attentes que nous avons formulées si des risques connus ou inconnus affectent nos activités ou si nos estimations ou nos hypothèses se révèlent inexactes. Une variation touchant une hypothèse peut également avoir des incidences sur d'autres hypothèses interreliées, ce qui peut amplifier ou diluer l'effet de cette variation. Par conséquent, nous ne pouvons garantir la réalisation des déclarations prospectives; le lecteur est donc prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations prospectives. Les déclarations prospectives ne tiennent pas compte de l'effet que pourraient avoir sur nos activités des transactions ou des éléments spéciaux annoncés ou survenant après ces divulgations. Par exemple, elles ne tiennent pas compte de l'incidence des ventes d'actifs, des monétisations, des fusions, des acquisitions, des autres regroupements d'entreprises ou transactions, des réductions de valeur d'actifs, de l'incidence de l'évolution de la situation entourant à la fois les répercussions de la pandémie de COVID-19 et le conflit militaire actuel opposant l'Ukraine et la Russie, ni des autres frais annoncés ou survenus après les déclarations prospectives.

À moins que nous y soyons tenus selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, nous n'ions toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Les risques et incertitudes qui précèdent comprennent ceux qui sont énumérés sous la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2023, ainsi que les autres risques détaillés de temps à autre dans les rapports déposés par Couche-Tard auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

Notre société

Nous sommes le chef de file de l'industrie canadienne du commerce de l'accommodation. Aux États-Unis, nous sommes l'un des plus importants exploitants indépendants de magasins d'accommodation. En Europe, nous sommes un chef de file de la vente au détail au niveau de l'accommodation et de la mobilité dans les pays scandinaves (Norvège, Suède et Danemark), dans les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) ainsi qu'en Irlande, en plus d'avoir une présence importante en Pologne. En Asie, nous exploitons un réseau de magasins corporatifs dans la région administrative spéciale chinoise de Hong Kong (« Hong Kong RAS »), bénéficiant d'une empreinte locale enviable.

Au 30 avril 2023, notre réseau comptait 9 331 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, dont 8 326 offrent du carburant pour le transport routier. Notre réseau nord-américain est constitué de 17 unités d'affaires, dont 14 aux États-Unis, couvrant 47 États, et 3 au Canada couvrant les 10 provinces. Environ 100 000 personnes travaillent dans l'ensemble de notre réseau et nos centres de services en Amérique du Nord.

En Europe, nous exploitons un vaste réseau de vente au détail en Scandinavie, en Irlande, en Pologne et dans les pays baltes par le biais de 9 unités d'affaires. Au 30 avril 2023, notre réseau comptait 2 711 magasins, la majorité offrant du carburant pour le transport routier et des produits d'accommodation alors que les autres, automatisés et sans employé, offrent du carburant pour le transport routier uniquement. Nous offrons aussi d'autres produits, incluant du carburant pour le secteur de l'aviation et de l'énergie pour les moteurs stationnaires. En incluant les employés travaillant dans les magasins franchisés portant nos bannières, environ 24 000 personnes sont employées dans notre réseau du commerce de l'accommodation, nos terminaux et nos centres de services en Europe. En Asie, notre réseau comprenait 390 magasins d'accommodation corporatifs à Hong Kong RAS par le biais de 1 unité d'affaires, proposant une offre attrayante d'aliments sur le pouce ainsi qu'une variété de marchandises et services. Environ 4 000 personnes travaillent dans notre réseau de magasins et nos centres de services en Asie.

Également, en vertu des contrats de licence, plus de 2 000 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans 14 autres pays et territoires (Afrique du Sud, Arabie saoudite, Cambodge, Égypte, Émirats arabes unis, Guam, Guatemala, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Macao, Mexique, Nouvelle-Zélande et Vietnam), ce qui porte à plus de 14 400 le nombre de magasins dans notre réseau mondial.

Notre mission est de faciliter la vie de nos clients un peu plus chaque jour. Dans cette optique, nous nous efforçons de répondre aux demandes et aux besoins des gens pressés. Nous leur offrons un service rapide et chaleureux et leur proposons des produits d'alimentation frais, des boissons chaudes et froides, des services de lave-auto et d'autres produits et services de haute qualité, notamment du carburant pour le transport routier et des solutions de recharge pour les véhicules électriques, visant à répondre et même à surpasser leurs attentes dans un environnement propre, accueillant et efficace. Notre modèle d'affaires est la clé de notre succès. Nous sommes une organisation axée sur le client, financièrement disciplinée et constamment à la recherche des meilleures pratiques. Nous tirons parti de notre expérience à l'échelle mondiale pour parfaire notre expertise opérationnelle et nous ne cessons d'investir dans nos gens et dans nos magasins.

Création de valeur

Aux États-Unis, le secteur des magasins d'accommodation est fragmenté et en phase de consolidation. Nous participons à ce processus par le biais des acquisitions que nous effectuons, des parts de marché que nous gagnons suivant la fermeture de sites concurrents et par l'amélioration de notre offre. En Europe et au Canada, le secteur des magasins d'accommodation est souvent dominé par quelques acteurs importants, dont des sociétés pétrolières intégrées. Nous comptons étudier les opportunités d'investissement qui pourraient se présenter à nous. En Asie, avec notre réseau de magasins à Hong Kong RAS, nous avons une plateforme en place à partir de laquelle nous sommes prêts à croître. La combinaison de nos meilleures pratiques avec l'expertise locale contribuera à accélérer notre croissance organique et à offrir de nouvelles opportunités de consolidation dans cette région.

Peu importe le contexte, les acquisitions doivent se faire à des conditions optimales afin de créer de la valeur. Par conséquent, nous ne préconisons pas l'augmentation du nombre de magasins au détriment de la rentabilité. En plus des acquisitions, le développement organique joue un rôle important dans l'augmentation de notre bénéfice net. Nous nous concentrons à bâtir et à étendre notre réseau dans les zones géographiques où nous pouvons tirer parti de nos forces afin de créer de la valeur pour notre société et ses actionnaires. Nous nous démarquons par les améliorations continues apportées à notre offre, dont notre programme *Tout simplement frais, toujours prêt*, nos solutions de mobilité innovantes et durables, nos efforts pour améliorer la flexibilité et le contrôle de notre chaîne d'approvisionnement ainsi que notre capacité à s'adapter rapidement aux changements. Tout en restant fidèle à notre discipline financière habituelle, l'ensemble de ces éléments, en plus de notre bilan solide, ont contribué à l'accroissement du bénéfice net et à la création de valeur pour nos actionnaires et autres partenaires. Nous comptons poursuivre dans cette direction.

Données sur les taux de change

Nous présentons nos données en dollars US, ce qui procure une information plus pertinente compte tenu de la prédominance de nos opérations aux États-Unis.

Les tableaux suivants présentent des renseignements sur les taux de change en fonction des taux de clôture, indiqués en dollars américains par unité monétaire comparative :

	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le
	30 avril 2023	24 avril 2022	30 avril 2023	24 avril 2022	25 avril 2021
Moyenne pour la période⁽¹⁾					
Dollar canadien	0,7386	0,7901	0,7531	0,7978	0,7630
Couronne norvégienne	0,0961	0,1132	0,0995	0,1150	0,1110
Couronne suédoise	0,0960	0,1059	0,0959	0,1130	0,1141
Couronne danoise	0,1449	0,1492	0,1401	0,1555	0,1577
Zloty	0,2301	0,2388	0,2216	0,2522	0,2610
Euro	1,0789	1,1103	1,0423	1,1565	1,1742
Rouble ⁽²⁾	Non applicable	0,0112	Non applicable	0,0131	0,0135
Dollar de Hong Kong ⁽³⁾	0,1274	0,1279	0,1276	0,1284	0,1289

(1) Calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée.

(2) Pour les périodes de 12 et 52 semaines terminées le 24 avril 2022, calculées en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée, jusqu'au 8 avril 2022.

(3) Pour la période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021, calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée, à partir du 21 décembre 2020.

	Au 30 avril 2023	Au 24 avril 2022
Fin de la période		
Dollar canadien	0,7330	0,7888
Couronne norvégienne	0,0931	0,1124
Couronne suédoise	0,0967	0,1052
Couronne danoise	0,1473	0,1454
Zloty	0,2397	0,2334
Euro	1,0981	1,0817
Dollar de Hong Kong	0,1274	0,1275

Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation dans nos états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats de nos opérations dans d'autres devises sont convertis en dollars américains au taux moyen de la période. Sauf indication contraire, les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien, des devises européennes et du dollar de Hong Kong dont nous traitons dans le présent document sont donc liés à la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes, européennes, asiatiques et corporatives (« opérations en devises étrangères »). Pour l'analyse des résultats consolidés, ces écarts représentent la différence entre les résultats de la période correspondante en devises locales convertis au taux de change moyen de la période en cours et ces mêmes résultats en devises locales convertis au taux de change moyen de la période correspondante.

Aperçu de l'exercice 2023

Résultats financiers

Le bénéfice net de l'exercice 2023 s'est chiffré à 3,1 milliards \$, une augmentation de 407,6 millions \$ comparativement à l'exercice 2022. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 3,06 \$, comparativement à 2,52 \$ pour l'exercice précédent.

Les résultats de l'exercice 2023 et 2022 ont été affectés par des éléments spécifiques présentés dans la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion. En excluant ces éléments, le bénéfice net ajusté¹ s'est élevé à approximativement 3,2 milliards \$ (3,12 \$ par action sur une base diluée¹) pour l'exercice 2023, comparativement à 2,8 milliards \$ (2,60 \$ par action sur une base diluée¹) pour l'exercice 2022, soit une augmentation de 382,0 millions \$, ou 13,8 %. Cette augmentation est attribuable à l'augmentation de nos marges brutes sur le carburant pour le transport routier¹ ainsi qu'à la croissance organique des activités d'accommodation, partiellement contrebalancées par l'augmentation des frais d'exploitation.

Changements dans notre réseau au cours de l'exercice 2023

Acquisition de Cape d'Or Holdings Limited, Barrington Terminals Limited et d'autres sociétés d'investissement liées

Le 30 août 2022, nous avons réalisé l'acquisition de l'ensemble des actions émises et en circulation de Cape D'Or Holdings Limited, Barrington Terminals Limited ainsi que d'autres sociétés d'investissement liées, qui exploitent, dans la région de l'Atlantique au Canada, un réseau indépendant de magasins d'accommodation et de vente de carburant sous les marques de commerce d'Esso, de Go! Store et de Wilsons Gas Stops (collectivement « Wilsons »). Le réseau Wilsons comprend 79 magasins corporatifs d'accommodation et de vente de carburant, 2 sites détenus par l'entreprise et opérés par des exploitants indépendants, 137 sites contrôlés et opérés par des exploitants indépendants, ainsi qu'un terminal de carburant situé à Halifax, au Canada. La transaction a été réglée pour une contrepartie de 280,9 millions \$ CA (215,3 millions \$), financée au moyen de notre trésorerie disponible. Le 30 août 2022, nous avons remboursé l'ensemble des emprunts de Wilsons pour un montant de 52,6 millions \$.

Dans le cadre de l'obtention de l'approbation du Bureau de la concurrence (Canada) pour la transaction, nous avons conclu un accord de consentement avec le commissaire de la concurrence pour céder 34 magasins corporatifs d'accommodation et de vente de carburant, 1 site détenu par l'entreprise et opéré par un exploitant indépendant, et 12 sites contrôlés et opérés par des exploitants indépendants sur l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador, au Canada. À compter de la date d'acquisition, les actifs et les passifs liés aux sites à céder étaient classés comme étant détenus en vue de la vente au bilan consolidé. Le 1^{er} mars 2023, nous avons conclu la cession de ces sites ainsi que de cinq sites additionnels qui sont contrôlés et opérés par des exploitants indépendants pour une contrepartie de 59,2 millions \$. De plus, la contrepartie comprend une contrepartie conditionnelle à recevoir basée sur la performance future des sites cédés et qui pourra s'élever jusqu'à un montant maximum de 8,5 millions \$. Nous avons évalué que la juste valeur de la contrepartie conditionnelle à recevoir n'était pas significative.

Acquisition de True Blue Car Wash LLC

Le 8 février 2023, nous avons acquis la totalité des parts de True Blue Car Wash LLC (« True Blue »). True Blue opère 65 stations de lave-autos express sous les marques Clean Freak et Rainstorm, dans les régions du Midwest et du sud-ouest des États-Unis. La transaction a été réglée pour une contrepartie de 302,2 millions \$, et est assujettie à des ajustements postérieurs à la clôture. La transaction a été financée au moyen des sommes disponibles dans le cadre de notre programme de papier commercial aux États-Unis et de la trésorerie disponible.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Projet d'acquisition de certains actifs de TotalEnergies SE

Le 16 mars 2023, nous avons conclu une offre ferme et irrévocable pour acquérir 2 193 sites de TotalEnergies SE pour une contrepartie en espèces d'approximativement 3,1 milliards € (3,4 milliards \$). Les actifs en lien avec le commerce de détail inclus dans l'acquisition proposée couvrent 1 195 sites en Allemagne, 566 sites en Belgique, 387 sites aux Pays-Bas, et 45 sites au Luxembourg, dont 1 495 sites sont détenus de façon corporative et 698 sites sont détenus par des exploitants indépendants. Pour les mêmes sites inclus dans l'acquisition proposée, 12 % sont opérés de façon corporative alors que 88 % sont opérés par des exploitants indépendants. L'acquisition proposée représenterait 100 % des actifs en lien avec le commerce de détail de TotalEnergies SE en Allemagne et aux Pays-Bas ainsi qu'une participation de 60 % pour les entités belges et luxembourgeoises. Subséquemment à la fin du trimestre, et à l'issue du processus d'information et de consultation impliquant les instances représentatives des employés à l'échelle européenne en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg, TotalEnergies SE a accepté notre offre, ce qui mènera à la conclusion d'accords définitifs. Nous prévoyons conclure la transaction avant la fin de l'année civile 2023 et elle reste assujettie aux conditions de clôture habituelles et aux approbations réglementaires. La transaction serait financée en utilisant la trésorerie disponible, les facilités de crédits existantes, le programme de papier commercial aux États-Unis, et de nouveaux prêts à terme.

Afin de mitiger le risque de change avec l'euro, nous avons conclu des contrats de change à terme avec des institutions financières pour une portion de la contrepartie, soit 1,6 milliard €. Le 21 avril 2023, nous avons obtenu des engagements pour de nouveaux prêts à terme de 1,5 milliard € et 1,75 milliard \$. Les prêts à terme sont disponibles exclusivement pour le financement de l'acquisition proposée de certains actifs de TotalEnergies SE.

Acquisition de Big Red Stores

Le 17 avril 2023, nous avons acquis 45 magasins corporatifs d'accommodation et de vente de carburant exploités sous la marque Big Red Stores et situés dans l'État de l'Arkansas, aux États-Unis. La transaction a été réglée pour un montant de 285,7 millions \$ et est assujettie à des ajustements postérieurs à la clôture. La transaction a été financée au moyen de la trésorerie disponible et de nos facilités de crédit existantes.

Autres acquisitions multisites

Le 21 avril 2023, nous avons acquis 10 magasins corporatifs d'accommodation et de vente de carburant exploités sous la marque Dion's Quik Chik et situés dans l'État de la Floride, aux États-Unis. Nous avons réglé cette transaction en utilisant notre trésorerie disponible et nos facilités de crédit existantes.

Le 27 avril 2023, nous avons conclu une entente définitive pour acquérir 112 magasins corporatifs d'accommodation et de vente de carburant exploités sous la marque MAPCO et situés dans les États de l'Alabama, de la Géorgie, du Kentucky, du Mississippi, et du Tennessee, aux États-Unis. L'entente comprend également des terrains excédentaires et une flotte logistique. La transaction serait financée en utilisant la trésorerie disponible, les facilités de crédits existantes, incluant le programme de papier commercial aux États-Unis. Nous prévoyons conclure la transaction dans la seconde moitié de l'année civile 2023 et celle-ci est assujettie aux conditions de clôture habituelles et aux approbations réglementaires.

Acquisitions de sites individuels

Au cours de l'exercice 2023, nous avons acquis sept magasins corporatifs. Ces transactions ont été financées à même la trésorerie disponible.

Constructions de magasins

Au cours de l'exercice 2023, nous avons complété la construction de 105 magasins et la relocalisation ou la reconstruction de 22 magasins. Au 30 avril 2023, 42 autres magasins étaient en construction et devraient ouvrir au cours des prochains trimestres.

Autres changements

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2023, nous avons investi un montant de 30,1 millions \$ dans une coentreprise avec Musket Corporation, qui a ensuite fait l'acquisition de quatre terminaux de carburant pour le transport routier situés en Caroline du Nord, en Floride et en Illinois, aux États-Unis.

Sommaire des mouvements dans notre réseau de magasins

Les tableaux suivants présentent certaines informations concernant le mouvement des magasins de notre réseau au cours des périodes de 13 et 53 semaines terminées le 30 avril 2023⁽¹⁾ :

Types de magasins	Période de 13 semaines terminée le 30 avril 2023				Total
	Corporatifs ⁽²⁾	CODO ⁽³⁾	DODO ⁽⁴⁾	Franchisés et autres affiliés ⁽⁵⁾	
Nombre de magasins au début de la période	9 887	359	820	1 275	12 341
Acquisitions	121	—	—	—	121
Ouvertures / constructions / ajouts	29	—	13	31	73
Fermetures / dispositions / retraits	(58)	(14)	(11)	(20)	(103)
Conversions de magasins	4	(1)	(2)	(1)	—
Nombre de magasins à la fin de la période	9 983	344	820	1 285	12 432
Magasins Circle K exploités sous licence					2 036
Nombre total de magasins dans le réseau					14 468
Nombre de stations de carburant automatisées incluses dans le solde de fin de période ⁽⁶⁾	981	—	2	—	983

Types de magasins	Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2023				Total
	Corporatifs ⁽²⁾	CODO ⁽³⁾	DODO ⁽⁴⁾	Franchisés et autres affiliés ⁽⁵⁾	
Nombre de magasins au début de la période	9 808	370	713	1 275	12 166
Acquisitions	206	2	137	—	345
Ouvertures / constructions / ajouts	105	2	26	88	221
Fermetures / dispositions / retraits	(155)	(18)	(44)	(83)	(300)
Conversions de magasins	19	(12)	(12)	5	—
Nombre de magasins à la fin de la période	9 983	344	820	1 285	12 432
Magasins Circle K exploités sous licence					2 036
Nombre total de magasins dans le réseau					14 468

- (1) Ces chiffres incluent 50 % des magasins opérés par l'entremise de RDK, une coentreprise.
- (2) Sites pour lesquels l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard (à titre de propriétaire ou aux termes d'un contrat de location) et pour lesquels les magasins (et/ou les stations-service) sont gérés par Couche-Tard ou l'un de ses agents à commission. Ceci inclut les lave-autos express.
- (3) Sites pour lesquels l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard (à titre de propriétaire ou aux termes d'un contrat de location) et pour lesquels les magasins (et/ou les stations-service) sont opérés par des exploitants indépendants en échange d'un loyer et auxquels Couche-Tard peut fournir du carburant pour le transport routier en vertu de contrats d'approvisionnement. Certains de ces sites font l'objet d'un contrat de franchisage, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos marques principales ou secondaires.
- (4) Sites contrôlés et opérés par des exploitants indépendants auxquels Couche-Tard fournit du carburant pour le transport routier en vertu de contrats d'approvisionnement. Certains de ces sites font l'objet d'un contrat de franchisage, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos marques principales ou secondaires.
- (5) Magasins opérés par des exploitants indépendants en vertu d'un contrat de franchisage, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos bannières principales ou secondaires.
- (6) Ces magasins ne vendent que du carburant pour le transport routier.

Conversion des actions à droit de vote multiple de catégorie A en actions ordinaires

Le 1^{er} septembre 2022, à la suite de l'adoption d'une résolution spéciale lors de l'assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires de Couche-Tard, la totalité de nos actions à droit de vote multiple de catégorie A émises et en circulation ont été converties en actions ordinaires, une catégorie d'actions nouvellement créée ayant un nombre illimité d'actions portant un vote par action. À la suite de la conversion, nos actions à droit de vote multiple de catégorie A et nos actions à droit de vote subalterne de catégorie B ainsi que leurs droits, privilèges, restrictions et conditions ont été abrogés.

Régime de rachat d'actions

Le 22 avril 2022, la Bourse de Toronto a approuvé le renouvellement du régime de rachat d'actions de la société, entré en vigueur le 26 avril 2022. Ce régime de rachat d'actions renouvelé l'autorisait à racheter un maximum de 79,7 millions d'actions, représentant 10,0 % des actions de la société détenues dans le public au 20 avril 2022 et s'est terminé le 25 avril 2023.

Au cours de l'exercice 2023, nous avons racheté 52,0 millions d'actions pour un montant de 2,3 milliards \$. Le 26 avril 2023, la Bourse de Toronto a approuvé de nouveau le renouvellement de notre régime de rachat d'actions, qui nous autorise à racheter un maximum de 49,1 millions d'actions, représentant 5,0 % des actions en circulation au 20 avril 2023. Le renouvellement est entré en vigueur le 1^{er} mai 2023 et se terminera au plus tard le 30 avril 2024. Subséquemment à la fin de l'exercice 2023, et dans le cadre du régime renouvelé, 4,1 millions d'actions ont été rachetées pour un montant de 204,1 millions \$. Toutes les actions rachetées en vertu du régime de rachat d'actions ont été annulées lors de leurs rachats.

Fire & Flower Holdings Corp. (« Fire & Flower »)

Le 28 avril 2022, nous avons exercé les Bons de souscription B pour une considération totale de 37,8 millions \$ CA (29,5 millions \$), comprenant une considération en espèces de 17,3 millions \$ CA (13,5 millions \$) ainsi qu'un montant de 20,5 millions \$ CA (16,0 millions \$) représentant le règlement non monétaire du principal et des intérêts courus d'un prêt garanti de 20,0 millions \$ CA qui avait été octroyé à Fire & Flower.

Au 9 octobre 2022, nous avons déterminé que la diminution de la capitalisation boursière de Fire & Flower était une indication de perte de valeur et, par conséquent, une perte de 23,9 millions \$ a été comptabilisée au poste Amortissement et perte de valeur afin de ramener notre participation à sa juste valeur.

Au cours de l'exercice terminé le 30 avril 2023, nous avons conclu une convention de prêt garanti de 11,0 millions \$ CA (8,0 millions \$) qui a été octroyé à Fire & Flower, portant intérêt à un taux annuel de 11,0 % et venant à échéance le 31 décembre 2023. Au 30 avril 2023, notre participation dans Fire & Flower s'élevait à 35,7%.

Le 6 juin 2023, subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 30 avril 2023, nous avons exécuté un accord de facilité avec Fire & Flower en vertu duquel nous avons octroyé un prêt de type débiteur exploitant pour 9,8 millions \$ CA (7,2 millions \$). La disponibilité du prêt débiteur exploitant est sujette au respect de certaines conditions, incluant qu'une obligation de protection des créanciers sous la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies reçue par Fire & Flower reste en effet. Le 21 juin 2023, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a approuvé un processus de sollicitation d'offres de vente et d'investissement (« PSVI ») aux termes duquel une de nos filiales en propriété exclusive a présenté une offre de type paravent (stalking horse). Le succès de cette offre de type paravent sera tributaire du résultat du PSVI.

Programme de papier commercial aux États-Unis

Le 9 mai 2022, nous avons établi un programme de papier commercial aux États-Unis par voie de placement privé. Le programme de papier commercial nous permet d'émettre, à notre discrétion, des billets de papier commercial non garantis venant à échéance au plus tard 397 jours après leur date d'émission. Le principal total des billets de papier commercial non garantis en circulation ne peut dépasser à aucun moment 2,5 milliards \$ et notre facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie sert de garantie de liquidités pour le remboursement des billets de papier commercial non garantis. Au 30 avril 2023, il n'y avait aucun billet de papier commercial non garanti en circulation. Au 27 juin 2023, un principal en circulation de billets de papier commercial non garantis d'un montant de 382,0 millions \$ a été utilisé ou devrait être utilisé pour financer des affaires corporatives.

Facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie

Le 21 avril 2023, nous avons modifié notre facilité de crédit d'exploitation afin d'augmenter le montant maximum disponible de 2,5 milliards \$ à 3,5 milliards \$. Le montant maximum disponible comprend une première tranche de 1,0 milliard \$ et une deuxième tranche de 2,5 milliards \$, arrivant à échéance en avril 2026 et en avril 2028, respectivement. Au 30 avril 2023 et au 24 avril 2022, la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti était inutilisée et la société était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit.

Billets à ordre convertibles

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2023, suite à la cessation des activités d'une entité émettrice pour laquelle nous détenions des billets à ordre convertibles, une perte avant impôt de 26,4 millions \$ a été comptabilisée dans les Autres éléments financiers afin de ramener le placement à sa juste valeur.

Semaine additionnelle pour l'exercice 2023

Tous les cinq ou six ans, notre exercice financier comprend 53 semaines et le quatrième trimestre compte 13 semaines, comme c'est le cas pour l'exercice 2023. Conséquemment, les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2023 incluent une semaine supplémentaire. Toutes les informations sur les magasins comparables sont présentées sur une base comparable de 12 et de 52 semaines.

Dividendes

Lors de sa réunion du 27 juin 2023, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 14,0 ¢ CA par action pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023 aux actionnaires inscrits le 7 juillet 2023 et a approuvé son paiement pour le 21 juillet 2023. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

Pour l'exercice 2023, le conseil d'administration a déclaré des dividendes totalisant 53,00 ¢ CA par action, une augmentation de 26,9 %, comparativement à 41,75 ¢ CA pour l'exercice 2022.

Actions et options d'achat d'actions en circulation

Au 23 juin 2023, 977 187 484 actions ordinaires de Couche-Tard étaient émises et en circulation. De plus, à pareille date, il y avait 3 797 837 options d'achat d'actions ordinaires de Couche-Tard en circulation.

Catégories des états des résultats

Ventes provenant des marchandises et des services. Les ventes de marchandises comprennent principalement la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de boissons, de bière, de vin, de produits frais, y compris les produits de la restauration rapide, de friandises et de grignotines et d'articles d'épicerie. Ces revenus sont comptabilisés au moment de la transaction, puisque le contrôle des biens et services est considéré comme étant transféré lorsque le client effectue le paiement et prend possession de l'article vendu. Les ventes de marchandises comprennent aussi les ventes en gros de marchandises à certains exploitants indépendants et franchisés faites à partir de nos centres de distribution et installations de préparation alimentaire, lesquelles sont généralement constatées à la prise de possession des produits et lorsque le transfert des risques associés est effectué. Les revenus provenant des services comprennent principalement des revenus de lave-auto, des commissions sur la vente de billets de loteries, des frais attribuables aux guichets automatiques, de ventes de cartes d'appels, de ventes de cartes cadeaux et de revenus provenant de bornes de recharge de véhicules électriques.

Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences, lesquelles sont constatées à titre de produits sur la durée de l'entente, les frais de franchise initiaux, dont une portion est constatée à l'ouverture du magasin franchisé alors que les revenus restants sont reportés sur la durée estimée du contrat de franchise en question, ainsi que les commissions des agents, de même que les royautés des franchisés et des détenteurs de licences, lesquelles sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les agents, les franchisés et les détenteurs de licences.

Nos opérations de détail comprennent également des revenus d'abonnement qui sont comptabilisés de manière linéaire sur la durée de l'abonnement.

L'une de nos filiales détenues en propriété exclusive génère des revenus provenant de la vente directe de produits du cannabis dans certains magasins corporatifs sous licence au Canada. De plus, par l'entremise de redevances de divers magasins sous licences au Canada, de la quote-part des résultats de Fire & Flower et des revenus locatifs provenant de la sous-location d'une partie de certains de nos magasins d'accommodations, nous participons indirectement à la vente de produits du cannabis.

Ventes provenant du carburant pour le transport routier. Nous présentons dans notre chiffre d'affaires le montant total en dollars des ventes provenant du carburant pour le transport routier, y compris les taxes intégrées lorsque celles-ci sont incluses dans le prix d'achat, si nous prenons possession du stock de carburant pour le transport routier. Dans certains cas, nous achetons le carburant pour le transport routier et le revendons au coût plus une majoration à certains exploitants indépendants. Nous comptabilisons la valeur intégrale de ces ventes (coût plus majoration) à titre de ventes de carburant pour le transport routier. Lorsque nous agissons à titre de commissionnaire-vendeur pour un distributeur de pétrole, seule la commission que nous gagnons est comptabilisée comme une vente.

Autres revenus. Les autres revenus comprennent les ventes de carburant pour le secteur de l'aviation et de l'énergie pour les moteurs stationnaires, lesquelles sont généralement constatées lors de la livraison au client. Les autres revenus comprennent également les loyers tirés de certains contrats de location simple, qui sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du bail.

Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur. Le coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur comprend principalement le coût des produits finis, des intrants et des coûts de transport engagés pour acheminer les produits au point de vente, ainsi que les coûts de logistiques internes. Le coût des marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen.

Frais d'exploitation, de vente, généraux et d'administration. Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente, généraux et d'administration sont la main-d'œuvre, les frais liés aux modes de paiements électroniques, les frais d'occupation, les réparations, l'entretien, les technologies de l'information et les frais généraux, excluant amortissement et perte de valeur.

Les mesures de performance clés employées par la direction, qui figurent sous la rubrique « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2023 – Autres données d'exploitation », sont le pourcentage de marge brute sur les marchandises et services¹, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable¹, la marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier¹, la croissance des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable, le rendement des capitaux propres¹ et le rendement des capitaux investis¹.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Mesures non conformes aux IFRS

Afin de fournir plus d'informations sur la performance de la société, les informations financières incluses dans nos documents financiers contiennent certaines données qui ne sont pas des mesures de performance reconnues par les IFRS (« mesures non conformes aux IFRS »), et qui sont également calculées sur une base ajustée en excluant certains éléments spécifiques. Nous croyons que ces mesures non conformes aux IFRS sont utiles à la direction, aux investisseurs ainsi qu'aux analystes, car elles fournissent plus d'informations pour mesurer la performance et la situation financière de la société.

Les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes sont utilisées dans nos divulgations financières :

- Marge brute;
- Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et perte de valeur (« BAIIA ») et BAIIA ajusté;
- Bénéfice net ajusté;
- Dette nette portant intérêt;
- Liquidités disponibles.

Les ratios non conformes aux IFRS suivants sont utilisés dans nos divulgations financières :

- Pourcentage de marge brute sur les marchandises et services et Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier;
- Croissance normalisée des frais d'exploitation, de vente, généraux et d'administration;
- Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions;
- Bénéfice net ajusté par action dilué;
- Ratio d'endettement;
- Rendement des capitaux propres et rendement des capitaux investis.

La mesure de gestion du capital suivante est utilisée dans nos divulgations financières :

- Dette nette portant intérêt / capitalisation totale.

Des mesures financières supplémentaires sont également utilisées dans nos divulgations financières et ces mesures sont décrites lorsqu'elles sont présentées.

Les mesures financières et les ratios non conformes aux IFRS, ainsi que la mesure de gestion du capital sont principalement dérivés des états financiers consolidés, mais n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Ils ne doivent pas être considérés séparément ou comme substitués à des mesures financières reconnues par les IFRS. De plus, nos méthodes de calcul des mesures non conformes aux IFRS peuvent différer de celles utilisées par d'autres sociétés ouvertes. Toute modification ou reformulation pourrait avoir une incidence significative. Ces mesures sont aussi présentées sur une base pro forma, en tenant compte des acquisitions et des nouvelles normes comptables, si celles-ci ont un impact matériel.

Marge brute. La marge brute se compose du chiffre d'affaires moins le coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur. Cette mesure est jugée utile pour évaluer la performance sous-jacente de nos activités.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement du chiffre d'affaires et du coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur, selon les IFRS, à la marge brute :

	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le
<i>(en millions de dollars US)</i>	30 avril 2023	24 avril 2022	30 avril 2023	24 avril 2022	25 avril 2021
Chiffre d'affaires	16 264,4	16 434,9	71 856,7	62 809,9	45 760,1
Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur	13 355,8	13 877,9	59 804,6	51 805,1	35 644,8
Marge brute	2 908,6	2 557,0	12 052,1	11 004,8	10 115,3

Veuillez noter que le même rapprochement s'applique à la détermination de la marge brute par catégorie et par géographie présentée dans la section « Analyse sommaire des résultats consolidés ».

Pourcentage de marge brute sur les marchandises et services. Le pourcentage de marge brute sur les marchandises et services correspond à la marge brute sur les marchandises et services divisée par les revenus tirés des marchandises et services. Ces deux mesures sont présentées dans la section « Analyse sommaire des résultats consolidés ». Le pourcentage de marge brute sur les marchandises et services est jugé utile pour évaluer l'efficacité avec laquelle nous générons une marge brute par dollar de revenu.

Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier. La marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier correspond à la marge brute sur le carburant pour le transport routier divisée par le volume total de carburant pour le transport routier vendu. Pour les États-Unis et l'Europe et autres régions, ces deux mesures sont présentées dans la section « Analyse sommaire des résultats consolidés ». Pour le Canada, cette mesure est présentée en monnaie fonctionnelle et le tableau ci-dessous présente un rapprochement, du carburant pour le transport routier, des ventes et du coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur, selon les IFRS, à la marge brute et à la marge brute unitaire du carburant pour le transport routier qui en résulte. Cette mesure est jugée utile pour évaluer l'efficacité avec laquelle nous générons une marge brute unitaire par gallon ou litre de carburant pour le transport routier vendu.

	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le
<i>(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)</i>	30 avril 2023	24 avril 2022	30 avril 2023	24 avril 2022	25 avril 2021
Ventes de carburant pour le transport routier	1 894,7	1 686,8	8 412,4	6 703,8	4 596,5
Coût des ventes de carburant pour le transport routier, excluant amortissement et perte de valeur	1 724,5	1 534,3	7 686,7	6 085,5	4 083,5
Marge brute sur le carburant pour le transport routier	170,2	152,5	725,7	618,3	513,0
Volume total de carburant pour le transport routier vendu	1 403,6	1 136,9	5 690,1	5 264,8	4 952,6
Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier (cents CA par litre)	12,13	13,41	12,75	11,74	10,36

Croissance normalisée des frais d'exploitation, de vente, généraux et d'administration (« croissance normalisée des frais d'exploitation »). La croissance normalisée des frais d'exploitation consiste en la croissance des frais d'exploitation, de vente, généraux et d'administration ajustée pour tenir compte de l'impact des changements dans notre réseau, de l'impact des changements de méthodes comptables et de l'adoption de normes comptables, de l'impact d'éléments plus volatils sur lesquels nous avons un contrôle limité incluant, sans s'y limiter, l'effet net de la conversion de devises, les frais liés aux modes de paiements électroniques excluant les acquisitions, et les frais d'acquisition, ainsi que d'autres éléments spécifiques jugés non représentatifs des résultats futurs. Cette mesure est jugée utile pour évaluer notre capacité à contrôler nos frais d'exploitation sur une base comparable.

Les tableaux ci-dessous présentent un rapprochement de la croissance des frais d'exploitation, de vente, généraux et d'administration avec la croissance normalisée des frais d'exploitation :

	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le		Période de 12 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	
<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	30 avril 2023	24 avril 2022	Variation	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation
Frais d'exploitation, de vente, généraux et d'administration, tels que publiés	1 614,6	1 483,8	8,8 %	1 483,8	1 246,7	19,0 %
Ajustements :						
Diminution générée par l'effet net de la conversion de devises	29,4	—	2,0 %	21,2	—	1,7 %
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(18,6)	—	(1,3 %)	(9,6)	—	(0,8 %)
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques, impactant l'exercice précédent	15,1	—	1,0%	(15,1)	—	(1,2%)
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(6,0)	—	(0,4 %)	(39,2)	—	(3,1 %)
(Augmentation) diminution nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	(3,6)	—	(0,2 %)	0,6	—	— %
Croissance normalisée des frais d'exploitation	1 630,9	1 483,8	9,9 %	1 441,7	1 246,7	15,6 %

	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le		Période de 52 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	
<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	30 avril 2023	24 avril 2022	Variation	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation
Frais d'exploitation, de vente, généraux et d'administration, tels que publiés	6 361,8	5 884,5	8,1 %	5 884,5	5 148,6	14,3 %
Ajustements :						
Diminution (augmentation) générée par l'effet net de la conversion de devises	159,6	—	2,7 %	(17,4)	—	(0,3 %)
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(98,6)	—	(1,7 %)	(135,6)	—	(2,6 %)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(59,3)	—	(1,0 %)	(90,8)	—	(1,8 %)
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques, impactant l'exercice précédent	15,1	—	0,3 %	(15,1)	—	(0,3 %)
(Augmentation) diminution nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	(7,0)	—	(0,1 %)	5,1	—	0,1 %
Croissance normalisée des frais d'exploitation	6 371,6	5 884,5	8,3 %	5 630,7	5 148,6	9,4 %

Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable en Europe et autres régions. Les ventes de marchandises par magasin comparable représentent les revenus cumulés des marchandises entre la période actuelle et la période comparative pour les magasins qui ont été ouverts pendant au moins 23 jours sur chaque période de 28 jours incluse dans les périodes déclarées. Les revenus de marchandises sont définis comme les revenus tirés des marchandises et services, excluant les revenus de services. Pour l'Europe et autres régions, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable est calculée sur la base de devises constantes en utilisant le taux de change moyen respectif de la période en cours pour la période en cours ainsi que pour la période correspondante. Pour l'Europe et autres régions, les ventes de marchandises par magasin comparable incluent celles des magasins corporatifs, des magasins CODO et DODO, ainsi que celles des magasins corporatifs asiatiques avant leur date d'acquisition du 21 décembre 2020. Ces deux derniers items ne sont pas inclus dans nos résultats consolidés. Cette mesure est jugée utile pour évaluer notre capacité à générer une croissance organique sur une base comparable dans l'ensemble de notre réseau de magasins en Europe et autres régions.

Les tableaux ci-dessous rapprochent les revenus tirés des marchandises et services, selon les IFRS, aux ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions et le pourcentage de croissance qui en résulte :

	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le
<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	30 avril 2023	24 avril 2022	24 avril 2022	25 avril 2021
Revenus tirés des marchandises et services pour l'Europe et autres régions	585,7	571,4	571,4	551,9
Ajustements :				
Revenus de services	(60,5)	(57,8)	(57,8)	(55,0)
Effet net de change	—	(17,9)	—	(30,0)
Revenus de marchandises ne répondant pas à la définition des ventes de marchandises par magasin comparable	(25,1)	(12,5)	(71,8)	(50,7)
Ventes de marchandises par magasin comparable non inclus dans nos résultats consolidés, incluant l'incidence des conversions de magasins	75,3	75,4	78,8	74,0
Total des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions	575,4	558,6	520,6	490,2
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions	3,0 %		6,2 %	

	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le
<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	30 avril 2023	24 avril 2022	24 avril 2022	25 avril 2021
Revenus tirés des marchandises et services pour l'Europe et autres régions	2 386,7	2 429,1	2 429,1	1 830,8
Ajustements :				
Revenus de services	(200,5)	(205,0)	(205,0)	(178,4)
Effet net de change	—	(178,4)	—	(21,9)
Revenus de marchandises ne répondant pas à la définition des ventes de marchandises par magasin comparable	(93,9)	(50,5)	(147,2)	(152,0)
Ventes de marchandises par magasin comparable non inclus dans nos résultats consolidés, incluant l'incidence des conversions de magasins	332,7	357,1	400,0	859,7
Total des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions	2 425,0	2 352,3	2 476,9	2 338,2
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions	3,1 %		5,9 %	

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et perte de valeur (« BAIIA ») et BAIIA ajusté. Le BAIIA représente le bénéfice net, plus les impôts sur les bénéfices, les frais financiers nets et l'amortissement et perte de valeur. Le BAIIA ajusté représente le BAIIA ajusté pour exclure les frais d'acquisition, l'impact des changements de méthodes comptables et de l'adoption de normes comptables ainsi que d'autres éléments spécifiques jugés non représentatifs des résultats futurs. Ces mesures de performance sont jugées utiles pour faciliter l'évaluation de nos activités courantes et notre capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer nos besoins en liquidités, y compris notre programme de dépenses en immobilisations, nos rachats d'actions et le paiement de dividendes.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au BAIIA et au BAIIA ajusté :

	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le
(en millions de dollars US)	30 avril 2023	24 avril 2022	30 avril 2023	24 avril 2022	25 avril 2021
Bénéfice net	670,7	477,7	3 090,9	2 683,3	2 705,5
Ajouter :					
Impôts sur les bénéfices	159,6	139,2	838,2	734,3	653,6
Frais financiers nets	99,0	51,5	306,7	281,0	342,5
Amortissement et perte de valeur	389,6	449,4	1 525,9	1 545,7	1 358,9
BAIIA	1 318,9	1 117,8	5 761,7	5 244,3	5 060,5
Ajustements :					
Frais d'acquisition	4,5	0,9	13,7	6,7	11,8
Ajustement de transition lié aux accords d'infonagiques	—	15,1	—	15,1	—
Gain sur cession d'une propriété	—	—	—	—	(67,5)
BAIIA ajusté	1 323,4	1 133,8	5 775,4	5 266,1	5 004,8

Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action dilué. Le bénéfice net ajusté représente le bénéfice net, ajusté des gains ou pertes de change, des frais d'acquisition, de l'impact des changements de méthodes comptables et de l'adoption de normes comptables, des pertes de valeur sur le goodwill, les investissements dans les filiales, les coentreprises et les entreprises associées ainsi que d'autres éléments spécifiques jugés non représentatifs des résultats futurs. Ces mesures sont jugées utiles afin d'évaluer la performance sous-jacente de nos activités sur une base comparable.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au bénéfice net ajusté et au bénéfice net ajusté par action dilué :

	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le
(en millions de dollars US, excluant les montants par action, ou sauf indication contraire)	30 avril 2023	24 avril 2022	30 avril 2023	24 avril 2022	25 avril 2021
Bénéfice net	670,7	477,7	3 090,9	2 683,3	2 705,5
Ajustements :					
Perte sur les billets à ordre convertibles comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net avant leur échéance	26,4	—	26,4	—	—
Frais d'acquisition	4,5	0,9	13,7	6,7	11,8
Perte (gain) de change net	(0,4)	(3,0)	0,7	(20,7)	44,9
Perte de valeur sur notre participation dans Fire & Flower	—	33,7	23,9	33,7	—
Perte de valeur et incidence de la déconsolidation des filiales russes	—	56,2	—	56,2	—
Ajustement de transition lié aux accords d'infonagiques	—	15,1	—	15,1	—
Gain sur cession d'une propriété	—	—	—	—	(67,5)
Impact de l'avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	—	—	—	—	29,1
Incidence fiscale des éléments ci-dessus et arrondissements	(3,2)	(7,6)	(3,6)	(4,3)	(7,8)
Bénéfice net ajusté	698,0	573,0	3 152,0	2 770,0	2 716,0
Nombre moyen pondéré d'actions dilué (en millions)	985,4	1 046,1	1 009,5	1 063,5	1 106,7
Bénéfice net ajusté par action dilué	0,71	0,55	3,12	2,60	2,45

Dettes portant intérêt. Cette mesure représente la somme des postes de bilan suivants : Portion à court terme de la dette à long terme, Dette à long terme, Portion à court terme des obligations locatives et Obligations locatives. Cette mesure est jugée utile pour faciliter la compréhension de notre situation financière par rapport aux obligations de financement. Le calcul de cette mesure de la situation financière est détaillé dans la section « Dette nette portant intérêt / capitalisation totale » ci-dessous.

Dette nette portant intérêt / capitalisation totale. Cette mesure représente la base du suivi de notre capital ainsi qu'une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers.

Le tableau ci-dessous présente le calcul de cette mesure de performance :

<i>(en millions de dollars US, excluant les ratios)</i>	Au 30 avril 2023	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021
Portion à court terme de la dette à long terme	0,7	1,4	1 107,3
Portion à court terme des obligations locatives	438,1	425,4	419,4
Dette à long terme	5 888,3	5 963,6	5 282,6
Obligations locatives	3 138,8	3 049,5	2 792,7
Dette portant intérêt	9 465,9	9 439,9	9 602,0
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	834,2	2 143,9	3 015,8
Dette nette portant intérêt	8 631,7	7 296,0	6 586,2
Capitaux propres	12 564,5	12 437,6	12 180,9
Dette nette portant intérêt	8 631,7	7 296,0	6 586,2
Capitalisation totale	21 196,2	19 733,6	18 767,1
Dette nette portant intérêt / capitalisation totale	0,41 : 1	0,37 : 1	0,35 : 1

Ratio d'endettement. Cette mesure représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement de la dette nette portant intérêt et du BAIIA ajusté, dont les méthodologies de calcul sont décrites dans d'autres tableaux de cette section, avec le ratio d'endettement :

<i>(en millions de dollars US, excluant les ratios)</i>	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le
	30 avril 2023	24 avril 2022	25 avril 2021
Dette nette portant intérêt	8 631,7	7 296,0	6 586,2
BAIIA ajusté	5 775,4	5 266,1	5 004,8
Ratio d'endettement	1,49 : 1	1,39 : 1	1,32 : 1

Rendement des capitaux propres. Ce ratio est utilisé pour évaluer la relation entre notre profitabilité et nos actifs nets. Les capitaux propres moyens sont calculés en prenant la moyenne du solde de début et du solde de fin pour les périodes de 53 et de 52 semaines.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, avec le ratio de rendement des capitaux propres :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le
	30 avril 2023	24 avril 2022	25 avril 2021
Bénéfice net	3 090,9	2 683,3	2 705,5
Capitaux propres - Solde d'ouverture	12 437,6	12 180,9	10 066,6
Capitaux propres - Solde de clôture	12 564,5	12 437,6	12 180,9
Capitaux propres moyens	12 501,1	12 309,3	11 123,8
Rendement des capitaux propres	24,7 %	21,8 %	24,3 %

Rendement des capitaux investis. Ce ratio est utilisé pour mesurer la relation entre notre profitabilité et les capitaux employés. Le bénéfice avant intérêts et impôts (« BAIL ») représente le bénéfice net plus les impôts sur les bénéfices et les frais financiers nets. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêt, qui exclut la portion à court terme de la dette à long terme et la portion à court terme des obligations locatives. Les capitaux employés moyens sont calculés en prenant la moyenne du solde de début et du solde de fin des capitaux employés pour les périodes de 53 et de 52 semaines.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au BAIL avec le ratio de rendement des capitaux investis :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Période de 53	Période de 52	Période de 52
	semaines terminée le	semaines terminée le	semaines terminée le
	30 avril 2023	24 avril 2022	25 avril 2021
Bénéfice net	3 090,9	2 683,3	2 705,5
Ajouter :			
Impôts sur les bénéfices	838,2	734,3	653,6
Frais financiers nets	306,7	281,0	342,5
BAIL	4 235,8	3 698,6	3 701,6
Capitaux employés - Solde d'ouverture ⁽¹⁾	24 001,0	23 971,5	22 533,0
Capitaux employés - Solde de clôture ⁽¹⁾	24 323,0	24 001,0	23 971,5
Capitaux employés moyens	24 162,0	23 986,3	23 252,3
Rendement des capitaux investis	17,5 %	15,4 %	15,9 %

(1) Le tableau ci-dessous rapproche les postes du bilan, selon les IFRS, avec les capitaux employés :

<i>(en millions de dollars US)</i>	Au 30 avril 2023	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021
Actifs totaux	29 049,2	29 591,6	28 394,5
Moins : passif à court terme	5 165,0	6 017,4	5 949,7
Ajouter : portion à court terme de la dette à long terme	0,7	1,4	1 107,3
Ajouter : portion à court terme des obligations locatives	438,1	425,4	419,4
Capitaux employés	24 323,0	24 001,0	23 971,5

Liquidités disponibles. Cette mesure représente la Trésorerie et équivalents de trésorerie plus les sommes disponibles sous la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie. Cette mesure est jugée utile afin d'évaluer notre capacité à couvrir nos besoins en liquidités pour un avenir prévisible.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement de la Trésorerie et équivalents de trésorerie, selon les IFRS, aux liquidités disponibles :

<i>(en millions de dollars US)</i>	Au 30 avril 2023	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	834,2	2 143,9	3 015,8
Ajouter : Partie inutilisée de la facilité de crédit	3 500,0	2 525,0	2 525,0
Moins : Lettres de garantie réduisant les sommes pouvant être empruntées sur la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie	(2,9)	(6,7)	(6,8)
Liquidités disponibles	4 331,3	4 662,2	5 534,0

Analyse sommaire des résultats consolidés pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour la période de 13 semaines terminée le 30 avril 2023 et la période de 12 semaines terminée le 24 avril 2022 et l'analyse des résultats incluse dans cette section devrait être lue conjointement avec ce tableau. Les résultats de nos opérations en Asie sont inclus sous Europe et autres régions.

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	Variation %
	30 avril 2023	24 avril 2022	
Chiffre d'affaires	16 264,4	16 434,9	(1,0)
Bénéfice d'exploitation	933,7	667,2	39,9
Bénéfice net	670,7	477,7	40,4
Autres données d'exploitation :			
Pourcentage de marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾⁽²⁾ :			
Consolidé	35,0 %	33,8 %	1,2
États-Unis	34,1 %	33,1 %	1,0
Europe et autres régions	40,9 %	38,3 %	2,6
Canada	34,1 %	32,4 %	1,7
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable ⁽³⁾⁽⁴⁾ :			
États-Unis ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	3,3 %	2,3 %	
Europe et autres régions ⁽²⁾	3,0 %	6,2 %	
Canada ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	5,9 %	0,1 %	
Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier ⁽²⁾ :			
États-Unis (cents par gallon)	45,34	46,12	(1,7)
Europe et autres régions (cents par litre)	10,60	7,51	41,1
Canada (cents CA par litre)	12,13	13,41	(9,5)
Croissance (diminution) des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ⁽⁴⁾⁽⁵⁾ :			
États-Unis	0,8 %	(1,7 %)	
Europe et autres régions	(2,4 %)	3,7 %	
Canada	6,0 %	4,3 %	

- (1) Comprend les revenus tirés des redevances de franchisage, des royalties et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés ainsi que de la vente en gros de marchandises. Les redevances de franchisage des magasins internationaux sous licence sont incluses sous les États-Unis.
- (2) Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations sur nos mesures de performance non reconnues par les IFRS.
- (3) Cette mesure représente la croissance des revenus cumulés de marchandises entre la période actuelle et la période comparative pour les magasins qui ont été ouverts pendant au moins 23 jours sur chaque période de 28 jours incluse dans les périodes déclarées. Les revenus des marchandises sont définis comme les revenus tirés des marchandises et services, excluant les revenus de services.
- (4) Présenté sur une base comparable de 12 semaines.
- (5) Pour les magasins corporatifs seulement.
- (6) Calculé sur la base des monnaies fonctionnelles respectives.

Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires a atteint 16,3 milliards \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, en baisse de 170,5 millions \$, soit une diminution de 1,0 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 331,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 160,0 millions \$, ou 1,0 %, est principalement attribuable à l'impact de la 13^e semaine du quatrième trimestre de l'exercice 2023, à la croissance organique de nos activités d'accommodation, ainsi qu'à la contribution des acquisitions, partiellement contrebalancés par un prix de vente moyen moins élevé du carburant pour le transport routier et autres produits de carburant.

Revenus tirés des marchandises et services

Le total des revenus tirés des marchandises et services s'est élevé à 4,2 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2023, soit une augmentation de 414,9 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 57,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 472,0 millions \$, ou 12,5 %, est principalement attribuable à l'impact de la 13^e semaine du quatrième trimestre de l'exercice 2023, à la croissance organique et à la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 33,0 millions \$. Les ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 3,3 % aux États-Unis, de 3,0 % en Europe et autres régions¹ et de 5,9 % au Canada, grâce à notre offre diversifiée dans la catégorie des boissons ainsi qu'à la croissance continue de notre programme *Tout simplement frais, toujours prêt* et nos marques privées, partiellement contrebalancées par la faiblesse persistante de nos revenus de cigarettes et d'autres produits du tabac dû à la concurrence accrue du marché illicite et à l'augmentation des restrictions.

Ventes de carburant pour le transport routier

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, le total des ventes de carburant pour le transport routier s'est élevé à 11,9 milliards \$, soit une diminution de 525,0 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 263,0 millions \$. La diminution résiduelle d'environ 262,0 millions \$, ou 2,1 %, est principalement attribuable à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, ce qui a eu un impact négatif d'approximativement 1,2 milliard \$, partiellement contrebalancé par l'impact de la 13^e semaine du quatrième trimestre de l'exercice 2023 ainsi que par la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 102,0 millions \$. Les volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ont augmenté de 0,8 % aux États-Unis et de 6,0 % au Canada, tous deux favorablement impactés par la baisse des prix de vente du pétrole brut. En Europe et autres régions, les volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ont diminué de 2,4 %, impactés défavorablement par des conditions macroéconomiques difficiles, y compris une inflation plus élevée.

Autres revenus

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, le total des autres revenus s'est élevé à 235,0 millions \$, soit une diminution de 60,4 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 10,0 millions \$. La diminution résiduelle d'environ 50,0 millions \$, ou 16,9 %, est principalement attribuable à une demande moins élevée de nos autres produits de carburant, ce qui a eu un impact minimal sur la marge brute¹.

Marge brute¹

Notre marge brute a atteint 2,9 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2023, en hausse de 351,6 millions \$, ou 13,8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2022, principalement attribuable à la croissance organique de nos activités d'accommodation, à l'impact de la 13^e semaine du quatrième trimestre de l'exercice 2023, ainsi qu'à l'augmentation des marges brutes sur le carburant pour le transport routier en Europe et autres régions, en partie contrebalancés par l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères d'environ 44,0 millions \$.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Marge brute sur les marchandises et services

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, notre marge brute sur les marchandises et services a été de 1,5 milliard \$, soit une augmentation de 192,4 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 23,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 215,0 millions \$, ou 16,9 %, est principalement attribuable à la croissance organique ainsi qu'à l'impact de la 13^e semaine du quatrième trimestre de l'exercice 2023. Notre pourcentage de marge brute¹ a augmenté de 1,0 % aux États-Unis pour s'établir à 34,1 %, de 2,6 % pour s'établir à 40,9 % en Europe et autres régions, et de 1,7 % pour s'établir à 34,1 % au Canada, tous impactés favorablement par un mix de produits différent.

Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 1,4 milliard \$, soit une augmentation de 151,7 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 20,0 millions \$. L'augmentation résiduelle de notre marge brute a été d'environ 172,0 millions \$, ou 13,7 %. Notre marge brute unitaire¹ sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis s'est établie à 45,34 ¢ par gallon, soit une baisse de 0,78 ¢ par gallon, et au Canada, elle s'est établie à 12,13 ¢ CA par litre, soit une baisse de 1,28 ¢ CA par litre. En Europe et autres régions, notre marge brute unitaire¹ sur le carburant pour le transport routier s'est établie à 10,60 ¢ US par litre, soit une augmentation de 3,09 ¢ US par litre, en raison de la situation géopolitique et des conditions difficiles d'approvisionnement au cours du trimestre comparable. Les marges unitaires sur le carburant sont demeurées solides à travers le réseau, en raison de conditions de marché favorables et du travail continu sur l'optimisation de notre chaîne d'approvisionnement.

Marge brute sur les autres revenus

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, notre marge brute sur les autres revenus a été de 40,3 millions \$, soit une augmentation de 7,5 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 3,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 10,0 millions \$, or 30,5 %, est principalement attribuable à la contribution des acquisitions.

Frais d'exploitation, de vente, généraux et d'administration (« frais d'exploitation »)

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, les frais d'exploitation ont augmenté de 8,8 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2022. La croissance normalisée des frais d'exploitation¹ était de 9,9 %, telle que présentée dans le tableau suivant :

	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le
	30 avril 2023	24 avril 2022
Croissance des frais d'exploitation, telle que publiée	8,8 %	19,0 %
Ajustements :		
Diminution générée par l'effet net de la conversion de devises	2,0 %	1,7 %
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(1,3 %)	(0,8 %)
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques, impactant l'exercice précédent	1,0 %	(1,2 %)
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(0,4 %)	(3,1 %)
Augmentation nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	(0,2 %)	—
Croissance normalisée des frais d'exploitation¹	9,9 %	15,6 %

La croissance normalisée des frais d'exploitation¹ est principalement attribuable à l'impact de la 13^e semaine du quatrième trimestre de l'exercice 2023, en plus des coûts liés à la hausse des salaires minimums, aux pressions inflationnistes, à l'augmentation de l'utilisation des logiciels-services, aux investissements supplémentaires pour soutenir nos initiatives stratégiques, ainsi qu'aux frais de résiliation anticipée d'un contrat d'approvisionnement en carburant, partiellement contrebalancés par l'incidence d'une moins grande pression sur le marché de l'emploi. En tenant compte de l'impact estimé de la 13^e semaine sur le quatrième trimestre de l'exercice 2023, la croissance normalisée des frais d'exploitation¹ est restée inférieure à l'inflation moyenne observée dans l'ensemble de notre réseau, qui est de 5,8 %, car nous avons continué à déployer des efforts stratégiques afin d'atténuer l'impact d'un niveau d'inflation plus élevé et d'une pression continue sur les salaires.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et perte de valeur (« BAIIA¹ ») et BAIIA ajusté¹

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, le BAIIA s'est chiffré à 1,3 milliard \$, soit une augmentation de 201,1 millions \$, ou 18,0 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2022. Le BAIIA ajusté du quatrième trimestre de l'exercice 2023 a augmenté de 189,6 millions \$, ou 16,7 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2022, principalement attribuable à l'impact de la 13^e semaine du quatrième trimestre de l'exercice 2023, à la croissance organique de nos activités d'accommodation, ainsi qu'à la hausse des marges brutes sur le carburant pour le transport routier en Europe et autres régions, partiellement contrebalancés par l'augmentation des frais d'exploitation, et par la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères, ce qui a eu un impact négatif net d'environ 14,0 millions \$.

Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, notre dépense d'amortissement a diminué de 59,8 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact favorable net d'environ 15,0 millions \$. La diminution résiduelle d'environ 45,0 millions \$, ou 10,0 %, est principalement attribuable à l'incidence de la déconsolidation et de la perte de valeur des filiales russes d'un montant de 56,2 millions \$ et à la perte de valeur sur notre participation dans Fire & Flower Holdings Corp. de 33,7 millions \$ au cours du trimestre comparable, partiellement contrebalancée par le remplacement d'équipement, l'amélioration continue de notre réseau, les investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions ainsi que par l'impact de la 13^e semaine du quatrième trimestre de l'exercice 2023.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023 ont totalisé 99,0 millions \$, soit une augmentation de 47,5 millions \$, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2022. Une partie de l'augmentation s'explique par certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, comme le montre le tableau ci-dessous :

(en millions de dollars US)	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	Variation
	30 avril 2023	24 avril 2022	
Frais financiers nets, tels que publiés	99,0	51,5	47,5
Expliqués par :			
Perte sur les billets à ordre convertibles comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net avant leur échéance	(26,4)	—	(26,4)
Gain de change net	0,4	3,0	(2,6)
Variation de la juste valeur d'instruments financiers et amortissement des écarts reportés	(0,1)	18,5	(18,6)
Impact des avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	—	(3,2)	3,2
Variation résiduelle	72,9	69,8	3,1

Impôts sur les bénéfices

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023, le taux d'imposition s'est établi à 19,2 % comparativement à 22,6 % pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent. La variation est principalement attribuable à l'impact d'une composition différente de nos revenus dans les différentes juridictions dans lesquelles nous opérons.

Bénéfice net et bénéfice net ajusté¹

Le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2023 s'est chiffré à 670,7 millions \$, comparativement à 477,7 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 193,0 millions \$, ou 40,4 %. Le bénéfice net par action dilué s'est quant à lui chiffré à 0,68 \$ comparativement à 0,46 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères n'a pas eu d'impact significatif sur notre bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2023.

Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023 s'est chiffré à approximativement 698,0 millions \$ comparativement à 573,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, soit une augmentation de 125,0 millions \$, ou 21,8 %. Le bénéfice net ajusté par action dilué¹ s'est chiffré à 0,71 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023 comparativement à 0,55 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2022, soit une augmentation de 29,1 %.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2023

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour la période de 53 semaines terminée le 30 avril 2023 et les périodes de 52 semaines terminées le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021 et l'analyse des résultats incluse dans cette section devrait être lue conjointement avec ce tableau. Les résultats de nos opérations en Asie sont inclus sous Europe et autres régions.

	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le
	30 avril 2023	24 avril 2022	25 avril 2021
<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>			
Données sur les résultats d'exploitation :			
Revenus tirés des marchandises et services ⁽¹⁾ :			
États-Unis	12 356,0	11 593,2	11 489,9
Europe et autres régions	2 386,7	2 429,1	1 830,8
Canada	2 540,7	2 581,5	2 552,3
Total des revenus tirés des marchandises et services	17 283,4	16 603,8	15 873,0
Ventes de carburant pour le transport routier :			
États-Unis	35 232,1	30 115,0	19 594,7
Europe et autres régions	11 837,7	9 892,0	6 295,3
Canada	6 342,6	5 344,4	3 515,3
Total des ventes de carburant pour le transport routier	53 412,4	45 351,4	29 405,3
Autres revenus ⁽²⁾ :			
États-Unis	43,8	46,2	44,3
Europe et autres régions	1 067,7	785,6	419,3
Canada	49,4	22,9	18,2
Total des autres revenus	1 160,9	854,7	481,8
Total des ventes	71 856,7	62 809,9	45 760,1
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾⁽³⁾ :			
États-Unis	4 172,4	3 904,5	3 798,7
Europe et autres régions	925,2	927,4	716,2
Canada	841,8	830,2	800,2
Marge brute totale sur les marchandises et services	5 939,4	5 662,1	5 315,1
Marge brute sur le carburant pour le transport routier ⁽³⁾ :			
États-Unis	4 375,6	3 626,4	3 095,2
Europe et autres régions	1 034,4	1 057,7	1 119,7
Canada	546,6	493,0	391,6
Marge brute totale sur le carburant pour le transport routier	5 956,6	5 177,1	4 606,5
Marge brute sur les autres revenus ⁽²⁾⁽³⁾ :			
États-Unis	43,8	46,2	44,2
Europe et autres régions	82,9	96,5	131,2
Canada	29,4	22,9	18,3
Marge brute totale sur les autres revenus	156,1	165,6	193,7
Marge brute totale⁽³⁾	12 052,1	11 004,8	10 115,3
Frais d'exploitation, de vente, généraux et d'administration	6 361,8	5 884,5	5 148,6
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	(67,6)	(103,9)	(67,8)
Amortissements et perte de valeur	1 525,9	1 545,7	1 358,9
Bénéfice d'exploitation	4 232,0	3 678,5	3 675,6
Frais financiers nets	306,7	281,0	342,5
Bénéfice net	3 090,9	2 683,3	2 705,5
Données par action :			
Bénéfice net par action de base (dollars par action)	3,07	2,53	2,45
Bénéfice net par action dilué (dollars par action)	3,06	2,52	2,44
Bénéfice net ajusté par action dilué (dollars par action) ⁽³⁾	3,12	2,60	2,45
Dividende par action déclaré pour l'exercice (cents CA par action)	53,00	41,75	33,25

(en millions de dollars US, sauf indication contraire)

Autres données d'exploitation :

Pourcentage de marge brute sur les marchandises et services⁽¹⁾⁽³⁾ :

	Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2023	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022	Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021
Consolidé	34,4 %	34,1 %	33,5 %
États-Unis	33,8 %	33,7 %	33,1 %
Europe et autres régions	38,8 %	38,2 %	39,1 %
Canada	33,1 %	32,2 %	31,4 %

Croissance (diminution) des ventes de marchandises par magasin comparable⁽⁴⁾⁽⁵⁾ :

États-Unis ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	4,3 %	1,9 %	5,6 %
Europe et autres régions ⁽³⁾	3,1 %	5,9 %	6,1 %
Canada ⁽⁶⁾⁽⁷⁾	1,2 %	(3,4 %)	9,5 %

Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier⁽³⁾ :

États-Unis (cents par gallon)	47,51	39,62	35,28
Europe et autres régions (cents par litre)	9,98	9,86	10,99
Canada (cents CA par litre)	12,75	11,74	10,36

Volume total de carburant pour le transport routier vendu :

États-Unis (millions de gallons)	9 209,7	9 152,9	8 772,8
Europe et autres régions (millions de litres)	10 365,7	10 722,7	10 191,8
Canada (millions de litres)	5 690,1	5 264,8	4 952,6

Croissance (diminution) des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable⁽⁵⁾⁽⁶⁾ :

États-Unis	(1,9 %)	4,0 %	(12,9 %)
Europe et autres régions	(3,2 %)	3,8 %	(6,4 %)
Canada	(0,1 %)	6,1 %	(14,9 %)

(en millions de dollars US, sauf indication contraire)

Données tirées du bilan :

	Au 30 avril 2023	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021
Actif total	29 049,2	29 591,6	28 394,5
Dettes portant intérêt ⁽³⁾	9 465,9	9 439,9	9 602,0
Capitaux propres	12 564,5	12 437,6	12 180,9

Ratios d'endettement⁽³⁾ :

Dettes nettes portant intérêt / capitalisation totale	0,41 : 1	0,37 : 1	0,35 : 1
Ratio d'endettement	1,49 : 1	1,39 : 1	1,32 : 1

Rentabilité⁽³⁾ :

Rendement des capitaux propres	24,7 %	21,8 %	24,3 %
Rendement des capitaux investis	17,5 %	15,4 %	15,9 %

- (1) Comprend les revenus tirés des redevances de franchisage, des royalties et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés ainsi que de la vente en gros de marchandises. Les redevances de franchisage des magasins internationaux sous licence sont incluses sous les États-Unis.
- (2) Comprend les revenus tirés de la location d'actifs et de la vente de carburant pour le secteur de l'aviation et de l'énergie pour les moteurs stationnaires.
- (3) Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à notre mesure de gestion du capital ainsi que nos mesures de performance non reconnues par les IFRS.
- (4) Cette mesure représente la croissance (diminution) des revenus cumulés de marchandises entre la période actuelle et la période comparative pour les magasins qui ont été ouverts pendant au moins 23 jours sur chaque période de 28 jours incluse dans les périodes déclarées. Les revenus des marchandises sont définis comme les revenus tirés des marchandises et services, excluant les revenus de services.
- (5) Présenté sur une base comparable de 52 semaines.
- (6) Pour les magasins corporatifs seulement.
- (7) Calculé sur la base des monnaies fonctionnelles respectives.

Chiffre d'affaires

Pour l'exercice 2023, notre chiffre d'affaires a augmenté de 9,0 milliards \$, ou 14,4 % par rapport à l'exercice 2022, principalement attribuable à un prix de vente moyen plus élevé du carburant pour le transport routier et autres produits de carburant, à l'impact de la 53^e semaine de l'exercice 2023, à la contribution des acquisitions, ainsi qu'à la croissance organique de nos activités d'accommodation, partiellement contrebalancés par la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères qui a eu un impact négatif net d'environ 1,8 milliard \$ ainsi que par une demande moins élevée du carburant pour le transport routier.

Revenus tirés des marchandises et services

Pour l'exercice 2023, les revenus de marchandises et services ont augmenté de 679,6 millions \$ par rapport à l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 341,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 1,0 milliard \$, ou 6,1 %, est principalement attribuable à la croissance organique, à l'impact de la 53^e semaine de l'exercice 2023, ainsi qu'à la contribution des acquisitions qui a totalisé environ 145,0 millions \$. Les ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 4,3 % aux États-Unis, de 3,1 % en Europe et autres régions¹, et de 1,2 % au Canada, grâce à notre offre diversifiée dans la catégorie des boissons ainsi qu'à la croissance continue de notre programme *Tout simplement frais, toujours prêt* et nos marques privées, partiellement contrebalancées par la faiblesse persistante de nos revenus de cigarettes et d'autres produits du tabac dû à la concurrence accrue du marché illicite et à l'augmentation des restrictions.

Ventes de carburant pour le transport routier

Pour l'exercice 2023, les ventes de carburant pour le transport routier ont augmenté de 8,1 milliards \$ par rapport à l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 1,4 milliard \$. L'augmentation résiduelle d'environ 9,5 milliards \$, ou 20,9 %, est principalement attribuable à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier plus élevé, ce qui a eu un impact positif d'approximativement 9,2 milliards \$ ainsi qu'à l'impact de la 53^e semaine de l'exercice 2023. Les volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ont diminué de 1,9 % aux États-Unis, de 3,2 % en Europe et autres régions, et de 0,1 % au Canada. Au cours de l'année, la demande de carburant pour le transport routier a continué d'être défavorablement influencée par les prix de vente élevés en raison de l'augmentation des coûts du pétrole brut comparativement à l'exercice 2022, ainsi que par la poursuite de la tendance du travail à domicile.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs dans nos différents marchés pour les huit derniers trimestres. Le prix de vente moyen du carburant pour le transport routier correspond aux ventes de carburant pour le transport routier divisées par le volume de carburant pour le transport routier vendu :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2023					
États-Unis (dollars US par gallon)	4,61	3,84	3,50	3,52	3,84
Europe et autres régions (cents US par litre)	129,11	117,39	113,55	109,77	118,51
Canada (cents CA par litre)	179,15	149,55	143,32	137,66	151,49
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,97	3,08	3,28	3,94	3,31
Europe et autres régions (cents US par litre)	79,09	86,29	96,66	120,84	95,89
Canada (cents CA par litre)	117,51	123,00	129,39	150,30	129,60

Autres revenus

Pour l'exercice 2023, le total des autres revenus s'est élevé à 1,2 milliard \$, soit une augmentation de 306,2 millions \$ par rapport à l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 71,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 377,0 millions \$, ou 44,1 %, est principalement attribuable à un prix de vente moyen plus élevé de nos autres produits de carburant, ce qui a eu un impact minimal sur la marge brute¹.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Marge brute¹

Pour l'exercice 2023, notre marge brute a augmenté de 1,0 milliard \$, ou 9,5 %, comparativement à l'exercice 2022, principalement attribuable à l'augmentation des marges brutes sur le carburant pour le transport routier, à la croissance organique de nos activités d'accommodation, ainsi qu'à l'impact de la 53^e semaine de l'exercice 2023, en partie contrebalancés par l'effet net négatif de la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères d'environ 293,0 millions \$.

Marge brute sur les marchandises et services

Au cours de l'exercice 2023, notre marge brute sur les marchandises et services s'est établie à 5,9 milliards \$, soit une augmentation de 277,3 millions \$ par rapport à l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 132,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 409,0 millions \$, ou 7,2 %, est principalement attribuable à la croissance organique, à l'impact de la 53^e semaine de l'exercice 2023 ainsi qu'à la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 55,0 millions \$. Notre pourcentage de marge brute¹ a augmenté de 0,1 % pour s'établir à 33,8 % aux États-Unis, de 0,6 % en Europe et autres régions pour s'établir à 38,8 % et de 0,9 % au Canada pour s'établir à 33,1 %, tous impactés favorablement par un mix de produits différents.

Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Au cours de l'exercice 2023, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 6,0 milliards \$, soit une augmentation de 779,5 millions \$ par rapport à l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 148,0 millions \$. L'augmentation résiduelle est d'environ 927,0 millions \$, ou 17,9 %. Notre marge brute unitaire¹ sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis s'est établie à 47,51 ¢ par gallon, soit une hausse de 7,89 ¢ par gallon, au Canada, elle s'est établie à 12,75 ¢ CA par litre, soit une hausse de 1,01 ¢ CA par litre, et en Europe et autres régions, elle s'est établie à 9,98 ¢ US par litre, soit une hausse de 0,12 ¢ US par litre. Les marges unitaires sur le carburant sont demeurées solides à travers le réseau, en raison de conditions de marché favorables et du travail continu sur l'optimisation de notre chaîne d'approvisionnement.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes unitaires¹ sur le carburant pour le transport routier provenant de nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiement électronique pour les huit derniers trimestres :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2023					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	50,95	51,11	48,39	46,43	49,13
Frais liés aux modes de paiement électronique ⁽¹⁾	7,21	6,53	6,20	6,17	6,50
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	43,74	44,58	42,19	40,26	42,63
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	37,58	37,68	41,02	47,55	40,87
Frais liés aux modes de paiement électronique ⁽¹⁾	5,38	5,31	5,74	6,61	5,75
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	32,20	32,37	35,28	40,94	35,12

(1) Les dépenses liées aux modes de paiement électronique sont déterminées en attribuant la partie du total des dépenses liées aux modes de paiement électronique, qui sont incluses dans les Frais d'exploitation, de vente, généraux et d'administration réputée liée aux transactions de carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs aux États-Unis.

Généralement, durant les cycles économiques normaux, les marges brutes unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, alors qu'en Europe et autres régions ainsi qu'au Canada, les marges brutes unitaires et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi volatiles.

Marge brute sur les autres revenus

Au cours de l'exercice 2023, notre marge brute sur les autres revenus a été de 156,1 millions \$, soit une diminution de 9,5 millions \$ par rapport à l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 14,0 millions \$.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Frais d'exploitation, de vente, généraux et d'administration (« frais d'exploitation »)

Pour de l'exercice 2023, les frais d'exploitation ont augmenté de 8,1 % par rapport à l'exercice 2022. La croissance normalisée des frais d'exploitation¹ était de 8,3 %, telle que présentée dans le tableau suivant :

	Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2023	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022
Croissance des frais d'exploitation, telle que publiée	8,1 %	14,3 %
Ajustements :		
Diminution (augmentation) générée par l'effet net de la conversion de devises	2,7 %	(0,3 %)
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(1,7 %)	(2,6 %)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(1,0 %)	(1,8 %)
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques, impactant l'exercice précédent	0,3 %	(0,3 %)
(Augmentation) diminution nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	(0,1 %)	0,1 %
Croissance normalisée des frais d'exploitation¹	8,3 %	9,4 %

La croissance normalisée des frais d'exploitation¹ est principalement attribuable à l'impact de la 53^e semaine de l'exercice 2023, aux pressions inflationnistes, notamment la hausse des coûts de l'énergie dans nos opérations européennes, à des coûts liés à la hausse des salaires minimums, à l'augmentation de l'utilisation des logiciels-services ainsi qu'aux investissements supplémentaires pour soutenir nos initiatives stratégiques, partiellement contrebalancés par l'impact d'une moins grande pression sur le marché de l'emploi. En tenant compte de l'impact estimé de la 53^e semaine de l'exercice 2023, notre croissance normalisée des frais d'exploitation¹ est restée inférieure à l'inflation moyenne observée dans l'ensemble de notre réseau, car nous avons continué à déployer des efforts stratégiques afin d'atténuer l'impact d'un niveau d'inflation plus élevé et d'une pression continue sur les salaires.

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (« BAIIA¹ ») et BAIIA ajusté¹

Au cours de l'exercice 2023, le BAIIA s'est chiffré à 5,8 milliards \$, soit une augmentation de 517,4 millions \$, ou 9,9 %, comparativement à l'exercice 2022. Le BAIIA ajusté pour l'exercice 2023 a augmenté de 509,3 millions \$, ou 9,7 %, comparativement à l'exercice 2022, principalement en raison d'une hausse des marges brutes sur le carburant pour le transport routier, de la croissance organique de nos activités d'accommodation ainsi que de l'impact de la 53^e semaine de l'exercice 2023, partiellement contrebalancés par l'augmentation des frais d'exploitation et par la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères, ce qui a eu un impact négatif net d'environ 133,0 millions \$.

Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour l'exercice 2023, notre dépense d'amortissement a diminué de 19,8 millions \$ comparativement à l'exercice 2022. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact favorable net d'environ 52,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 32,0 millions \$, ou 2,1 %, est principalement attribuable à l'impact de la perte de valeur de notre participation dans Fire & Flower Holdings Corp. d'un montant de 23,9 millions \$, au remplacement d'équipement, l'amélioration continue de notre réseau et les investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions ainsi qu'à l'impact de la 53^e semaine de l'exercice 2023, partiellement contrebalancés par l'incidence de la déconsolidation et de la perte de valeur des filiales russes d'un montant de 56,2 millions \$ et à la perte de valeur sur notre participation dans Fire & Flower Holdings Corp. de 33,7 millions \$ au cours de l'exercice comparable.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets de l'exercice 2023 ont totalisé 306,7 millions \$, soit une augmentation de 25,7 millions \$ comparativement à l'exercice 2022. Une partie de l'augmentation s'explique par certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, comme le montre le tableau ci-dessous:

<i>(en millions de dollars US)</i>	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Variation
	30 avril 2023	24 avril 2022	
Frais financiers nets, tels que publiés	306,7	281,0	25,7
Expliquée par:			
Perte sur les billets à ordre convertibles comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net avant leur échéance	(26,4)	—	(26,4)
(Perte) gain de change net(te)	(0,7)	20,7	(21,4)
Variation de la juste valeur d'instruments financiers et amortissement des écarts reportés	0,8	8,9	(8,1)
Impact des avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	—	(3,2)	3,2
Variation résiduelle	280,4	307,4	(27,0)

La variation résiduelle de l'exercice 2023 s'explique principalement par l'augmentation des revenus d'intérêts due à un taux d'intérêt plus élevé sur la trésorerie disponible par rapport à l'exercice 2022.

Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice 2023, le taux d'imposition s'est établi à 21,3 % comparativement à 21,5 % pour l'exercice 2022. La variation est principalement attribuable à l'impact d'une composition différente de nos revenus dans les différentes juridictions dans lesquelles nous opérons.

Bénéfice net et bénéfice net ajusté¹

Le bénéfice net de l'exercice 2023 s'est chiffré à 3,1 milliards \$, soit une augmentation de 407,6 millions \$, ou 15,2 %, par rapport à l'exercice 2022. Le bénéfice net par action dilué s'est quant à lui chiffré à 3,06 \$ comparativement à 2,52 \$ pour l'exercice précédent. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un effet négatif net d'approximativement 81,0 millions \$ sur le bénéfice net pour l'exercice 2023.

Le bénéfice net ajusté pour l'exercice 2023 s'est chiffré à approximativement 3,2 milliards \$, soit une augmentation de 382,0 millions \$, ou 13,8 %, comparativement à l'exercice 2022. Le bénéfice net ajusté par action dilué¹ s'est chiffré à 3,12 \$ pour l'exercice 2023 comparativement à 2,60 \$ pour l'exercice 2022, soit une augmentation de 20,0 %.

Situation financière au 30 avril 2023

Comme le démontrent nos ratios d'endettement inclus à la section « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2023 » ainsi que nos rentrées de fonds nettes liées à nos activités d'exploitation, nous disposons d'une santé financière solide.

Notre actif total consolidé s'élevait à 29,0 milliards \$ au 30 avril 2023, soit une diminution de 542,4 millions \$ par rapport au solde en date du 24 avril 2022, découlant principalement de l'utilisation de notre trésorerie disponible pour nos rachats d'actions, partiellement contrebalancée par les différentes acquisitions réalisées au courant de l'année.

Au cours de la période de 53 semaines terminée le 30 avril 2023 et de la période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022, nous avons enregistré un rendement des capitaux investis¹ de 17,5 % et de 15,4 %, respectivement. L'augmentation est attribuable à l'augmentation du bénéfice avant intérêts et impôts.

Les variations importantes des éléments du bilan sont expliquées ci-dessous :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 586,8 millions \$, passant de 11,3 milliards \$ au 24 avril 2022 à 11,9 milliards \$ au 30 avril 2023. Cette augmentation est principalement attribuable aux investissements effectués dans notre réseau et aux acquisitions d'entreprises, partiellement contrebalancés par l'amortissement ainsi que par l'affaiblissement du dollar canadien, des devises européennes et des autres devises par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 216,0 millions \$.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Goodwill

Le goodwill a augmenté de 527,4 millions \$, passant de 6,1 milliards \$ au 24 avril 2022 à 6,6 milliards \$ au 30 avril 2023. Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions de True Blue, Big Red Stores et Wilsons, partiellement contrebalancées par l'affaiblissement du dollar canadien, des devises européennes et des autres devises par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 99,0 millions \$.

Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer ont diminué de 758,2 millions \$, passant de 5,3 milliards \$ au 24 avril 2022 à 4,5 milliards \$ au 30 avril 2023. Cette diminution provient principalement de coûts d'achat de carburant pour le transport routier moins élevés, du moment des paiements de dépenses en immobilisations, des taxes à la consommation et d'accise moins élevées en Europe ainsi que de l'incidence nette de l'affaiblissement du dollar canadien et des devises européennes par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 112,0 millions \$.

Capitaux propres

Les capitaux propres se sont établis à 12,6 milliards \$ au 30 avril 2023, une augmentation de 126,9 millions \$ par rapport au solde en date du 24 avril 2022. Cette augmentation est attribuable au bénéfice net de l'exercice 2023 partiellement contrebalancé par l'incidence des rachats d'actions ainsi que des dividendes déclarés. Pour la période de 53 semaines terminée le 30 avril 2023 et la période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022, nous avons enregistré un rendement des capitaux propres¹ de 24,7 % et 21,8 %, respectivement.

Situation de trésorerie et sources de financement

Nous tirons principalement nos liquidités de nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles par l'entremise de notre facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie ou de notre programme de papier commercial aux États-Unis. Nous utilisons nos liquidités principalement pour rembourser notre dette, financer nos acquisitions et nos dépenses en immobilisations, racheter nos actions, verser des dividendes et alimenter notre fonds de roulement. Nous prévoyons que nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et nos emprunts disponibles en vertu de notre facilité de crédit à terme renouvelable non garantie ou de notre programme de papier commercial aux États-Unis couvriront nos besoins en liquidités dans un avenir prévisible, à l'exception des besoins liés au projet d'acquisition de TotalEnergies SE, qui sera partiellement financé par de nouveaux emprunts à terme.

Notre facilité de crédit et notre programme de papier commercial aux États-Unis se détaillent comme suit :

Facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie (« Facilité de crédit d'exploitation »)

Le 21 avril 2023, nous avons modifié notre facilité de crédit d'exploitation afin d'augmenter le montant maximum disponible de 2,5 milliards \$ à 3,5 milliards \$. Le montant maximum disponible comprend une première tranche de 1,0 milliard \$ et une deuxième tranche de 2,5 milliards \$, arrivant à échéance en avril 2026 et en avril 2028, respectivement. Au 30 avril 2023 et au 24 avril 2022, la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti était inutilisée et la société était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit.

Programme de papier commercial aux États-Unis

Le 9 mai 2022, nous avons établi un programme de papier commercial aux États-Unis par voie de placement privé. Le programme de papier commercial nous permet d'émettre, à notre discrétion, des billets de papier commercial non garantis venant à échéance au plus tard 397 jours après leur date d'émission. Le principal total des billets de papier commercial non garantis en circulation ne peut dépasser à aucun moment 2,5 milliards \$ et notre facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie sert de garantie de liquidités pour le remboursement des billets de papier commercial non garantis. Au 30 avril 2023, il n'y avait aucun billet de papier commercial non garanti en circulation. Au 27 juin 2023, un principal en circulation de billets de papier commercial non garantis d'un montant de 382,0 millions \$ a été utilisé ou devrait être utilisé pour financer des affaires corporatives.

Liquidités disponibles¹

Au 30 avril 2023, un montant d'environ 3,5 milliards \$ était disponible compte tenu de notre facilité de crédit d'exploitation. À pareille date, nous avons accès à 4,3 milliards \$ en vertu de notre encaisse et de notre facilité de crédit d'exploitation disponible.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Données choisies sur les flux de trésorerie consolidés

	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Variation
	30 avril 2023	24 avril 2022	
<i>(en millions de dollars US)</i>			
Activités d'exploitation			
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	4 344,6	3 944,9	399,7
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs	(1 803,8)	(1 664,5)	(139,3)
Acquisitions d'entreprises et contrepartie conditionnelle versée	(847,9)	(323,4)	(524,5)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles, d'actifs détenus en vue de la vente et d'autres actifs	262,1	403,3	(141,2)
Produits de la cession de placements dans des instruments de capitaux propres et de dépôts indexés liés aux unités d'actions	194,2	—	194,2
Acquisitions d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs financiers et investissements et prêt liés à Fire & Flower	(55,6)	(196,7)	141,1
Investissement dans une coentreprise	(30,1)	—	(30,1)
Variation de la trésorerie soumise à restrictions	5,5	(15,9)	21,4
Incidence de la déconsolidation des filiales russes de la société	—	(2,2)	2,2
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(2 275,6)	(1 799,4)	(476,2)
Activités de financement			
Rachats d'actions	(2 392,5)	(1 842,3)	(550,2)
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives	(438,9)	(443,6)	4,7
Dividendes versés en trésorerie	(377,7)	(330,1)	(47,6)
Remboursement de dettes liées aux acquisitions d'entreprises	(144,5)	—	(144,5)
Levée d'options d'achat d'actions	5,3	0,8	4,5
Sorties de fonds nettes se rapportant aux autres dettes	(1,4)	(78,5)	77,1
Remboursement de billets de premier rang non garantis	—	(1 190,6)	1 190,6
Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, déduction faite des frais de financement	—	990,1	(990,1)
Règlements d'instruments financiers dérivés	—	(56,9)	56,9
Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement	(3 349,7)	(2 951,1)	(398,6)
Cotes de crédit			
S&P Global Ratings – Cotes de crédit corporative et pour les billets de premier rang non garantis	BBB	BBB	
Moody's – Cotes de crédit corporative et pour les billets de premier rang non garantis	Baa2	Baa2	

Subséquemment à la fin de l'exercice, Moody's Investors Service a revu à la hausse notre cote de crédit à long terme non garantie, la faisant passer de Baa2 à Baa1.

Activités d'exploitation

Au cours de l'exercice 2023, nos opérations ont généré des rentrées de fonds nettes de 4,3 milliards \$, une augmentation de 399,7 millions \$ comparativement à l'exercice 2022, principalement en raison d'un bénéfice en trésorerie plus élevé.

Activités d'investissement

Au cours de l'exercice 2023, les Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs, nettes des Produits de la cession d'immobilisations corporelles, d'actifs détenus en vue de la vente et d'autre actifs ont totalisé 1,5 milliard \$ et les acquisitions d'entreprises ont totalisé 847,9 millions \$. Ces investissements ont principalement découlé du remplacement d'équipements dans certains magasins afin d'améliorer notre offre de produits et services, de l'ajout de nouveaux magasins, de l'amélioration continue de notre réseau ainsi que des initiatives stratégiques et des technologies de l'information. De plus, des investissements stratégiques sous forme d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs financiers et de prêts se sont établis à 55,6 millions \$ au cours de l'exercice 2023 et nous avons cédé des placements dans des instruments de capitaux propres pour un produit sur cession totalisant 194,2 millions \$.

Activités de financement

Au cours de de l'exercice 2023, nous avons racheté des actions pour un montant de 2,4 milliards \$, payé 438,9 millions \$ sur le principal de nos obligations locatives, versé des dividendes pour un montant de 377,7 millions \$ et avons remboursé un montant net de 144,5 millions \$ de dettes liées aux acquisitions d'entreprises.

Engagements contractuels et commerciaux

Le tableau suivant présente un résumé de nos engagements contractuels financiers importants au 30 avril 2023⁽¹⁾ :

(en millions de dollars US)	2024	2025	2026	2027	2028	Par la suite	Total
Engagements contractuels⁽²⁾							
Dette à long terme	196,5	704,0	746,7	983,1	1 126,6	4 714,3	8 471,2
Obligations locatives	534,0	478,7	429,1	396,1	332,2	2 235,9	4 406,0
Swaps de taux d'intérêt et multidevises à payer	40,1	588,4	580,8	0,0	(0,1)	—	1 209,2
Swaps de taux d'intérêt et multidevises à recevoir	(34,2)	(539,4)	(522,3)	0,0	—	—	(1 095,9)
Total	736,4	1 231,7	1 234,3	1 379,2	1 458,7	6 950,2	12 990,5

(1) Le tableau n'inclut pas les cotisations prévues en vertu des régimes de retraite à prestations définies.

(2) Basé sur les taux du marché, au 30 avril 2023, pour les soldes pour lesquels la monnaie fonctionnelle respective diffère de notre monnaie de présentation et pour les soldes portant intérêts à taux variables.

	2024	2025	2026	2027	2028	Par la suite	Total
Obligations au titre des achats de carburant							
États-Unis (en millions de gallons)	1 541,6	1 539,5	1 536,6	1 536,6	1 536,6	301,3	7 992,2
Europe (en millions de litres)	8 311,1	—	—	—	—	—	8 311,1
Canada (en millions de litres)	3 272,2	3 009,7	3 009,7	3 009,7	3 009,7	18 333,3	33 644,3

Dette à long terme. Au 30 avril 2023, notre dette à long terme totalisant 5,9 milliards \$ se détaillait comme suit :

- i. Billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 4,0 milliards \$, en dollars canadiens totalisant 1,4 milliard \$ CA, en euros totalisant 750,0 millions € ainsi qu'en couronnes norvégiennes totalisant 675,0 millions NOK, répartis comme suit :

(en millions de dollars US, sauf indication contraire)	Montant du principal	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif	Dates de paiement des intérêts
26 juillet 2017	700,0 \$ CA	26 juillet 2024	3,06 %	3,13 %	26 juillet et 26 janvier
2 juin 2015	700,0 \$ CA	2 juin 2025	3,60 %	3,65 %	2 juin et 2 décembre
18 février 2016	675,0 NOK	18 février 2026	3,85 %	3,93 %	20 avril et 20 octobre
6 mai 2016	750,0 €	6 mai 2026	1,88 %	1,94 %	6 mai
26 juillet 2017	1 000,0 \$	26 juillet 2027	3,55 %	3,64 %	26 juillet et 26 janvier
22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2030	2,95 %	3,03 %	25 juillet et 25 janvier
13 mai 2021	650,0 \$	13 mai 2041	3,44 %	3,50 %	13 mai et 13 novembre
26 juillet 2017	500,0 \$	26 juillet 2047	4,50 %	4,58 %	26 juillet et 26 janvier
22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2050	3,80 %	3,88 %	25 juillet et 25 janvier
Obligations vertes du 13 mai 2021	350,0 \$	13 mai 2051	3,63 %	3,69 %	13 mai et 13 novembre

- ii. Autres dettes à long terme de 9,7 millions \$, incluant différentes notes payables.

Obligations locatives. Nous louons une portion importante de nos actifs, principalement pour la location de magasins, de terrains, d'équipements et d'immeubles de bureaux. Nos contrats de location de biens immobiliers comportent, en général, des termes initiaux de 5 à 20 ans en Amérique du Nord et cette durée inclut le terme de base initial et les options de renouvellement, lorsqu'applicable. En Europe et en Asie, la durée de contrats de location varie de moins de 12 mois jusqu'à des contrats avec une échéance supérieure à 50 ans et inclut généralement des options de renouvellement au taux du marché, lorsqu'applicable. Lorsque les contrats sont considérés comme des contrats de location, les obligations locatives de ces contrats ainsi que les actifs au titre de droits d'utilisation sont inclus dans nos bilans consolidés. En vertu de certains contrats de location, nous sommes assujettis à des loyers additionnels basés sur le chiffre d'affaires, ainsi qu'à des augmentations futures du loyer minimal.

Obligation au titre des achats de carburant. Nous nous sommes engagés, par l'entremise de diverses ententes, à acheter annuellement des montants ou des quantités minimums de carburant. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, une pénalité financière pour les volumes manquants, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Nous avons généralement excédé ces exigences minimales et nous ne nous attendons pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible puissent conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus. Au 30 avril 2023, nos obligations d'achat de carburant consistaient en plusieurs contrats en vertu desquels nous nous sommes engagés à acheter 8,0 milliards de gallons et 42,0 milliards de litres au cours des prochaines années.

Éventualités. Dans le cours normal de notre exploitation, nous faisons l'objet de réclamations et de litiges. Même si l'issue est difficile à prédire avec certitude, nous n'avons aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions puisse avoir une incidence importante sur notre situation financière, sur les résultats de nos activités ou sur notre aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de nos activités commerciales.

Nous détenons des contrats d'assurance qui comportent des franchises élevées. Actuellement, nous croyons que nos contrats d'assurance, combinés à l'autoassurance, nous offrent une protection suffisante. Les pertes futures qui dépasseront les limites des contrats d'assurance ou qui, après une interprétation défavorable, pourraient ne pas être couvertes par les contrats d'assurance seront prélevées à même les fonds de la société. En ce qui concerne nos contrats d'indemnisation relatifs aux accidents de travail, nous émettons des lettres de crédit à titre de garantie pour certains contrats.

Cautionnements. Nous avons transféré un certain nombre de contrats de location de locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, qui assume la responsabilité primaire, nous conservons la responsabilité secondaire envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 30 avril 2023, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 20,5 millions \$ et leur juste valeur est non significative. Historiquement, nous n'avons versé aucune somme importante aux termes de tels contrats et nous ne nous attendons pas à devoir en verser dans un avenir prévisible.

Nous avons également émis différentes formes de cautionnements, incluant des cautionnements financiers de baux automobiles et pour le compte de détaillants en Suède et Irlande. Les paiements maximums futurs non actualisés relatif à ces cautionnements totalisent 17,3 millions \$ et la valeur comptable et la juste valeur des engagements en vertu de cautionnements comptabilisées au bilan consolidé au 30 avril 2023 étaient non significatives.

Nous émettons également des cautionnements à différentes fins à l'égard de nos propres activités, y compris les cautionnements pour impôts, les ventes de billets de loterie, la distribution en gros et les ventes de boissons alcoolisées. La plupart du temps, ces cautionnements sont exigés par les municipalités ou les organismes d'État pour l'exploitation de magasins dans leur secteur.

Autres engagements. Nous nous sommes engagés, par l'entremise de diverses ententes d'achat de biens immobiliers et ententes d'achats de produits, à acheter annuellement des montants ou quantités minimums de marchandises. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Nous avons généralement excédé ces exigences minimales et nous ne nous attendons pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible puissent conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus.

Opérations hors bilans

Dans le cours normal de nos activités, nous avons émis des lettres de crédit en circulation pour un montant de 243,9 millions \$ au 30 avril 2023. Outre ces lettres de crédit, nous n'avons pas d'autre activité hors bilan. Les engagements futurs sont présentés dans la section « Engagements contractuels et commerciaux ».

Principales informations financières trimestrielles

Notre cycle de présentation de l'information de 52 semaines se divise en trimestres de 12 semaines chacun, à l'exception du troisième trimestre qui comporte 16 semaines. Lorsqu'un exercice comme celui de 2023 comprend 53 semaines, le quatrième trimestre compte 13 semaines. Les principales informations financières consolidées tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres figurent dans le tableau ci-après.

(en millions de dollars US, sauf les données par action)	Période de 53 semaines terminée le 30 avril 2023				Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022			
	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}
Trimestre								
Semaines	13 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines
Chiffre d'affaires	16 264,4	20 055,1	16 879,5	18 657,7	16 434,9	18 576,4	14 219,7	13 578,9
Amortissement et perte de valeur	389,6	463,2	353,9	319,2	449,4	456,3	325,7	314,3
Bénéfice d'exploitation	933,7	1 026,1	1 093,7	1 178,5	667,2	1 028,4	938,0	1 044,9
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées	(4,4)	0,5	2,1	5,6	1,2	7,2	11,6	0,1
Frais financiers nets	99,0	82,5	58,1	67,1	51,5	87,9	67,3	74,3
Bénéfice net	670,7	737,4	810,4	872,4	477,7	746,4	694,8	764,4
Bénéfice net par action								
De base	0,68 \$	0,73 \$	0,79 \$	0,85 \$	0,46 \$	0,70 \$	0,65 \$	0,71 \$
Dilué	0,68 \$	0,73 \$	0,79 \$	0,85 \$	0,46 \$	0,70 \$	0,65 \$	0,71 \$

La volatilité des marges brutes sur le carburant pour le transport routier, principalement aux États-Unis, la saisonnalité ainsi que les variations du cours des devises ont un effet sur les variations du bénéfice net trimestriel.

Analyse des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 24 avril 2022

Chiffre d'affaires

Pour l'exercice 2022, notre chiffre d'affaires a augmenté de 17,0 milliards \$, ou 37,3 % par rapport à l'exercice 2021, principalement attribuable à des prix de vente moyen plus élevés du carburant pour le transport routier et des autres produits de carburant, à l'augmentation de la demande de carburant, à la contribution des acquisitions, à la croissance organique des ventes de marchandises et de services, ainsi qu'à l'impact positif d'environ 150,0 millions \$ de la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères.

Revenus tirés des marchandises et services

Au cours de l'exercice 2022, les revenus de marchandises et services ont augmenté de 730,8 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact positif net d'environ 108,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 623,0 millions \$, ou 3,9 %, est principalement attribuable à la contribution des acquisitions pour un montant d'environ 509,0 millions \$ ainsi qu'à la croissance organique, partiellement contrebalancées par la cession de sites découlant d'une revue stratégique de notre réseau. La croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 1,9 % aux États-Unis, de 5,9 %¹ en Europe et dans les autres régions, alors qu'elles ont diminué de 3,4 % au Canada. Au cours des deux dernières années, la croissance moyenne annuelle des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 3,8 % aux États-Unis, de 6,0 %¹ en Europe et dans les autres régions, et de 3,1 % au Canada.

Ventes de carburant pour le transport routier

Pour l'exercice 2022, les ventes de carburant pour le transport routier ont augmenté de 15,9 milliards \$ comparativement à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact positif net d'environ 49,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 15,9 milliards \$, ou 54,1 %, est principalement attribuable à l'incidence positive de la hausse du prix de vente moyen du carburant pour le transport routier qui a eu une incidence d'environ 14,4 milliards \$, et à la croissance organique. Les volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ont augmenté de 4,0 % aux États-Unis, de 3,8 % en Europe et dans les autres régions, et de 6,1 % au Canada. Au cours des deux dernières années, la diminution moyenne annuelle des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable a été de 4,5 % aux États-Unis, de 1,3 % en Europe et dans les autres régions, et de 4,4 % au Canada.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs dans nos différents marchés pour les huit derniers trimestres. Le prix de vente moyen du carburant pour le transport routier correspond aux ventes de carburant pour le transport routier divisées par le volume de carburant pour le transport routier vendu :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,97	3,08	3,28	3,94	3,31
Europe et autres régions (cents US par litre)	79,09	86,29	96,66	120,84	95,89
Canada (cents CA par litre)	117,51	123,00	129,39	150,30	129,60
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,04	2,14	2,16	2,72	2,26
Europe et autres régions (cents US par litre)	56,89	63,19	65,84	79,29	66,42
Canada (cents CA par litre)	86,89	92,00	92,54	108,99	94,78

Autres revenus

Pour l'exercice 2022, le total des autres revenus s'est élevé à 854,7 millions \$, soit une augmentation de 372,9 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 12,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 385,0 millions \$, ou 79,9 %, est principalement attribuable à une augmentation des prix de vente et de la demande des autres produits de carburant, ce qui a eu une incidence minime sur la marge brute¹.

Marge brute¹

Pour l'exercice 2022, notre marge brute a augmenté de 889,5 millions \$, ou 8,8 %, comparativement à l'exercice 2021, principalement attribuable à l'augmentation des marges brutes unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada, à la hausse de la demande de carburant pour le transport routier, à la contribution des acquisitions, à l'amélioration du pourcentage de marge brute sur les marchandises et services, à la croissance organique et à l'effet positif net d'environ 44,0 millions \$ de la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères.

Marge brute sur les marchandises et services

Au cours l'exercice 2022, la marge brute sur les marchandises et services s'est établie à 5,7 milliards \$, soit une augmentation de 347,0 millions \$ par rapport à l'exercice 2021. La conversion de nos opérations en devises étrangères en dollars américains a eu un impact positif net d'environ 29,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 318,0 millions \$, ou 6,0 %, est principalement attribuable à la contribution des acquisitions qui s'est élevée à environ 148,0 millions \$, à un mix de produits favorable ainsi que nos initiatives liées à l'établissement des prix. Notre pourcentage de marge brute¹ a augmenté de 0,6 % pour s'établir à 33,7 % aux États-Unis, a augmenté de 0,8 % au Canada pour s'établir à 32,2 % et a diminué de 0,9 % en Europe et dans les autres régions pour s'établir à 38,2 %, principalement impacté par l'intégration de Circle K Hong Kong, dont le mix de produits est différent de celui de nos opérations en Europe.

Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Au cours de l'exercice 2022, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 5,2 milliards \$, soit une augmentation de 570,6 millions \$ par rapport à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact positif net d'environ 15,0 millions \$. L'augmentation résiduelle de notre marge brute a été d'environ 556,0 millions \$, ou 12,1 %. La marge brute unitaire¹ sur le carburant pour le transport routier a été de 39,62 ¢ par gallon aux États-Unis, une augmentation de 4,34 ¢ par gallon, de 9,86 ¢ US par litre en Europe et dans les autres régions, une diminution de 1,13 ¢ US par litre, et de 11,74 ¢ CA par litre au Canada, une augmentation de 1,38 ¢ CA par litre. Les marges unitaires sur le carburant sont demeurées solides à travers notre réseau, en raison de conditions de marché favorables et du travail continu sur l'optimisation de notre chaîne d'approvisionnement. En Europe et dans les autres régions, les marges unitaires de carburant ont cependant été affectées par l'augmentation des prix du pétrole brut, par les enjeux liés à la chaîne d'approvisionnement découlant du contexte géopolitique actuel, ainsi que par la volatilité du marché du diesel au cours du dernier trimestre de l'exercice 2022.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes unitaires¹ sur le carburant pour le transport routier provenant de nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiement électronique pour les huit derniers trimestres :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	37,58	37,68	41,02	47,55	40,87
Frais liés aux modes de paiement électronique ⁽¹⁾	5,38	5,31	5,74	6,61	5,75
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	32,20	32,37	35,28	40,94	35,12
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	42,99	37,48	31,86	35,25	36,48
Frais liés aux modes de paiement électronique ⁽¹⁾	4,88	4,79	4,66	5,10	4,84
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	38,11	32,69	27,20	30,15	31,64

(1) Les dépenses liées aux modes de paiement électronique sont déterminées en attribuant la partie du total des dépenses liées aux modes de paiement électronique, qui sont incluses dans les Frais d'exploitation, de vente, d'administration et frais généraux, réputée liée aux transactions de carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs aux États-Unis.

Généralement, durant les cycles économiques normaux, les marges brutes unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, alors qu'en Europe et dans les autres régions ainsi qu'au Canada, les marges brutes unitaires et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi volatiles.

Marge brute sur les autres revenus

Au cours de l'exercice 2022, notre marge brute sur les autres revenus a été de 165,6 millions \$, soit une diminution de 28,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif d'environ 1,0 million \$. La baisse résiduelle d'environ 27,0 millions \$, ou 13,9 %, est due à la diminution des marges unitaires sur nos autres produits de carburant.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« frais d'exploitation »)

Pour l'exercice 2022, les frais d'exploitation ont augmenté de 14,3 % par rapport à l'exercice 2021. La croissance normalisée des frais d'exploitation¹ était de 9,4 %, telle que présentée dans le tableau suivant :

	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022
Croissance des frais d'exploitation, telle que publiée	14,3 %
Ajustements :	
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(2,6 %)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(1,8 %)
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	(0,3 %)
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques	(0,3 %)
Diminution nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	0,1%
Croissance normalisée des frais d'exploitation¹	9,4 %

La croissance normalisée des frais d'exploitation¹ pour l'exercice 2022 est essentiellement attribuable aux subventions gouvernementales de 51,1 millions \$ de l'exercice précédent, aux mesures rendues nécessaires par l'impact de la pénurie de main-d'œuvre et au besoin d'améliorer la rétention des employés, à l'augmentation des initiatives liées à la commercialisation et aux autres dépenses discrétionnaires qui avaient été considérablement réduites au cours de l'exercice précédent, aux pressions inflationnistes, y compris l'augmentation des coûts des services publics en Europe, à la hausse des salaires minimums, ainsi qu'aux investissements supplémentaires dans nos magasins pour soutenir nos initiatives stratégiques. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses liées à la COVID-19 par rapport à l'exercice précédent. Les coûts des mesures de rétention mises en œuvre durant l'exercice, qui ont totalisé environ 81,0 millions \$, les coûts pour le personnel en lien avec la COVID-19 de l'exercice précédent, tels que les primes *Merci beaucoup* de 72,0 millions \$, ainsi que les subventions gouvernementales, représentent une augmentation des frais d'exploitation de 1,2 % pour l'exercice 2022.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Au cours de l'exercice 2022, nous avons déployé des efforts stratégiques afin d'atténuer les impacts du taux d'inflation plus élevé et de la pression continue sur les salaires, ce qui est démontré par notre taux de croissance annuel composé de 3,4 % de la croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés¹, inférieur à l'inflation, malgré les conditions de marché difficiles.

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (« BAIIA») et BAIIA ajusté¹

Au cours de l'exercice 2022, le BAIIA a augmenté de 5,1 milliards \$ à 5,2 milliards \$, soit une augmentation de 3,6 % comparativement à l'exercice 2021. Le BAIIA ajusté de l'exercice 2022 a augmenté de 261,3 millions \$, ou 5,2 %, comparativement à l'exercice 2021, principalement attribuable à l'augmentation des marges unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada, à la hausse de la demande de carburant pour le transport routier, à la croissance organique de nos activités d'accommodation, ainsi qu'à la contribution des acquisitions. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un effet positif net d'environ 27,0 millions \$.

Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour l'exercice 2022, notre dépense d'amortissement a augmenté de 186,8 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact défavorable net d'environ 7,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 180,0 millions \$, ou 13,2 %, est principalement due à l'incidence de la déconsolidation et de la perte de valeur des filiales russes d'un montant de 56,2 millions \$, à la perte de valeur de notre participation dans Fire & Flower d'un montant de 33,7 millions \$, ainsi qu'aux investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions, pour le remplacement d'équipements, et pour l'amélioration continue de notre réseau.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets de l'exercice 2022 ont totalisé 281,0 millions \$, soit une diminution de 61,5 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. Une partie de la diminution s'explique par certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, comme le montre le tableau ci-dessous:

<i>(en millions de dollars US)</i>	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation
Frais financiers nets, tels que publiés	281,0	342,5	(61,5)
Expliquée par:			
Gain (perte) de change net(te)	20,7	(44,9)	65,6
Variation de la juste valeur d'instruments financiers et amortissement des écarts reportés	8,9	26,8	(17,9)
Impact des avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	(3,2)	(29,1)	25,9
Impact découlant de la conversion d'une partie des débetures convertibles dans Fire & Flower	—	13,1	(13,1)
Variation résiduelle	307,4	308,4	(1,0)

Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice 2022, le taux d'imposition s'est établi à 21,5 % comparativement à 19,5 % pour l'exercice 2021. Cette augmentation est principalement due à l'impact des gains et des pertes imposables ou déductibles à un taux d'imposition inférieur entre l'année en cours et l'année précédente, ainsi qu'à une composition différente de nos résultats à travers les diverses juridictions dans lesquelles nous exerçons nos activités.

Bénéfice net et bénéfice net ajusté¹

Le bénéfice net l'exercice 2022 s'est chiffré à 2,7 milliards \$, soit une diminution de 22,2 millions \$, ou 0,8 %, par rapport à l'exercice 2021. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,52 \$ comparativement à 2,44 \$ pour l'exercice précédent. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un effet positif net d'approximativement 20,0 millions \$ sur le bénéfice net pour l'exercice 2022.

Le bénéfice net ajusté pour l'exercice 2022 s'est chiffré à approximativement 2,8 milliards \$, soit une augmentation de 54,0 millions \$, ou 2,0 %, comparativement à l'exercice 2021. Le bénéfice net ajusté par action dilué¹ s'est chiffré à 2,60 \$ pour l'exercice 2022 comparativement à 2,45 \$ pour l'exercice 2021, soit une augmentation de 6,1 %.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous maintenons un système de contrôles internes à l'égard de l'information financière conçu pour protéger les actifs et assurer la fiabilité de l'information financière de la société. Nous maintenons également un système de contrôles et de procédures sur la communication de l'information conçu pour assurer, à tous égards importants, la fiabilité, l'intégralité et la présentation en temps opportun de l'information communiquée dans le présent rapport de gestion et dans tout autre document public. Les contrôles et procédures sur la communication de l'information visent à faire en sorte que l'information que nous devons communiquer dans les rapports déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières soit enregistrée et/ou divulguée en temps opportun, comme l'exige la loi, et soit rassemblée et communiquée à la direction de notre société, y compris à notre président et chef de la direction et à notre chef de la direction financière, comme il convient, pour permettre la prise de décisions rapides concernant l'information à divulguer. En date du 30 avril 2023, notre direction, suite à son évaluation, certifie l'efficacité de la conception et du fonctionnement des contrôles et des procédures de divulgation de la société.

Nous évaluons continuellement l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière et nous leur apportons des améliorations au besoin. Au 30 avril 2023, notre direction et nos auditeurs externes ont produit des rapports certifiant l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Principes et estimations comptables essentiels

Estimations. Le présent rapport de gestion repose sur les états financiers consolidés de la société, qui ont été établis selon les IFRS. Ces normes requièrent que la société fasse certaines estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires. La société analyse de façon continue ces estimations à la lumière de l'information disponible. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements et estimations comptables les plus importants que la société a établis aux fins de la préparation des états financiers consolidés sont présentés avec les conventions pertinentes, le cas échéant, et concernent principalement les sujets suivants : les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur les bénéfices, les provisions, les pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs et les regroupements d'entreprises.

Durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, basé sur les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtisse	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée du bail et de la durée de vie utile

Les licences et les marques de commerce qui devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment ont une durée d'utilité indéterminée et ne sont pas amorties. Les contrats d'approvisionnement en carburant, les contrats de franchise, les droits recouverts et les marques de commerce qui ont des durées d'utilité déterminées sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de leurs contrats respectifs. Les logiciels et les autres immobilisations incorporelles sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 5 à 15 ans.

La société effectue une évaluation annuelle des durées de vie utile estimatives utilisés pour les immobilisations corporelles et incorporelles et tout changement découlant de l'évaluation est appliqué prospectivement par la société.

Impôts sur le résultat. La charge d'impôts constatée dans les résultats correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les Autres éléments du résultat global (« AERG ») ou directement dans les capitaux propres.

La société utilise l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers consolidés, selon le cas, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

En ce qui a trait aux participations dans les filiales et les coentreprises, les passifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables, sauf si la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que celle-ci ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont revus à chaque date de clôture et sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que celle-ci se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsque la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur les bénéfices prélevés par la même autorité fiscale et que la société a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

La société est assujettie à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions et il pourrait y avoir certaines positions où la détermination de l'impôt est incertaine. La société comptabilise des provisions pour positions fiscales incertaines sur la base des montants qui devraient être payés aux autorités fiscales en lien avec les positions fiscales incertaines lorsqu'il n'est pas jugé probable que l'autorité fiscale acceptera la position de la société. Lorsque le résultat final de ces questions est différent des montants comptabilisés initialement, ces différences ont une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette différence est déterminée. Un jugement important est nécessaire pour déterminer la charge mondiale d'impôts sur les bénéfices et d'évaluer s'il est probable qu'une autorité fiscale acceptera les positions fiscales incertaines. Au 30 avril 2023, aucune provision pour positions fiscales incertaines n'était importante pour la société.

Coûts environnementaux. La société constate une provision pour les frais estimatifs futurs de réhabilitation de sites afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état de la contamination des sites, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Dans la plupart des États américains où la société exerce ses activités, à l'exception de l'Alaska, de la Californie, de la Floride, de l'Iowa, du Maryland, de New York, de l'Oregon, du Texas, de Washington, de la Virginie-Occidentale et du Wisconsin, la société a recours à un fonds en fiducie pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux exploitants d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs de carburant et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. La société paie les frais d'enregistrement annuel et remet les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent principalement aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs souterrains de carburant et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, la durée restante des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir de carburant est installé, un passif actualisé est comptabilisé à la valeur actuelle de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial à comptabiliser, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Aux États-Unis, en Irlande et au Canada en particulier, la société a recours à l'autoassurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Le coût ultime attendu actualisé de réclamations engagées à la date du bilan consolidé est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Perte de valeur d'actifs à long terme. Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif. Dans le cas où la valeur comptable des actifs excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée. L'évaluation par la société de l'existence d'indices de perte de valeur est basée sur les conditions du marché et sa performance opérationnelle. La variabilité de ces facteurs dépend d'un certain nombre de conditions, y compris l'incertitude au sujet d'événements futurs. Ces facteurs pourraient inciter la société à conclure que des indices de perte de valeur existent effectivement et que des tests de perte de valeur devraient être effectués, ce qui pourrait amener à conclure à une perte de valeur de certains actifs à long terme et à la constatation d'une perte de valeur.

Goodwill et immobilisations incorporelles. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de perte de valeur annuellement ou plus fréquemment si des événements ou changements de circonstances indiquent qu'ils pourraient avoir subi une perte de valeur. Cette évaluation requiert que la direction utilise des estimations et des hypothèses afin d'établir la juste valeur de ses unités d'exploitation et de ses immobilisations incorporelles. Si ces estimations et hypothèses s'avéraient inexactes, la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie et des immobilisations incorporelles pourrait être surévaluée. Le test de perte de valeur annuel est effectué au premier trimestre de chaque exercice.

Regroupements d'entreprises. Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la société en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Déterminer la juste valeur des actifs acquis et passifs pris en charge exige du jugement et l'utilisation d'hypothèses qui, si elles sont modifiées, peuvent affecter les états des résultats consolidés et les bilans consolidés.

Normes comptables récemment publiées mais non encore appliquées

Modifications d'IAS 1 Présentation des états financiers

En janvier 2020, l'IASB a publié Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants (modifications d'IAS 1). Les modifications clarifient que le classement de passifs comme courants ou non courants doit être basé sur les droits qui existent à la date de clôture. En ce qui concerne le classement d'éléments non courants, les modifications retirent l'exigence selon laquelle le droit de différer le règlement ou le renouvellement d'un passif pendant au moins 12 mois doit être inconditionnel. Un tel droit doit plutôt être substantiel et doit exister à la date de clôture. Les modifications clarifient également la définition d'un règlement et fournissent des situations qui seraient considérées comme un règlement de passif. En octobre 2022, l'IASB a publié Passifs non courants assortis de clauses restrictives (Modifications d'IAS 1). Ces modifications supplémentaires clarifient comment traiter les effets sur le classement et les informations à fournir des clauses restrictives qui doivent être respectées par l'entité à la date de clôture ou avant celle-ci ainsi que des clauses restrictives qui doivent être respectées par l'entité seulement après la date de clôture.

La société appliquera ces modifications à compter du 29 avril 2024 et ne s'attend pas à ce que celles-ci aient une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Un certain nombre supplémentaire de nouvelles normes ou modifications aux normes et interprétations entreront en vigueur pour l'exercice débutant le 1^{er} mai 2023 ou subséquemment. La société ne s'attend pas à ce que ces nouvelles normes ou modifications aient une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Facteurs de risque

Le contrôle et l'amélioration de nos opérations sont des préoccupations constantes. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants. Nous avons identifié et évalué les principaux risques d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte de nos objectifs et du rendement qui en découle.

Nous gérons les risques de façon continue en mettons en place de nombreuses mesures, dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux qui sont mentionnés dans la présente section et d'en amoindrir les impacts financiers.

Conjoncture économique. Notre chiffre d'affaires pourrait souffrir de la fluctuations des variables économiques mondiales, nationales, régionales et/ou locales ainsi que de la confiance des consommateurs. L'évolution de la conjoncture économique, incluant les pressions inflationnistes ainsi que les décisions prises par les gouvernements dans la gestion de sujets économiques, pourrait avoir une incidence négative sur les habitudes de consommation, les déplacements et le tourisme dans certaines de nos zones de marché.

Changements dans le comportement de la clientèle. Dans le secteur du carburant pour le transport routier et des activités d'accommodation, l'achalandage est généralement déterminé par les préférences des consommateurs et les tendances en matière de dépenses de consommation, les taux de croissance du trafic routier, les tendances de consommation dans le secteur des déplacements et du tourisme ainsi que par les politiques de télétravail. Une baisse de la clientèle potentielle dans nos stations-service et dans nos magasins d'accommodation en raison de changements dans les préférences des consommateurs, dans leurs dépenses discrétionnaires ou dans les modes de transport pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Notre succès continu dépend de notre capacité à rester à l'affût des besoins et préférences des consommateurs quant à leurs attentes à notre encontre, en particulier en ce qui concerne l'évolution numérique, les transactions sans contact et les plateformes de commande et de livraison non traditionnelles. Nous travaillons continuellement pour développer, produire et commercialiser de nouveaux produits et affiner notre approche quant à la manière et à l'endroit où nous commercialisons, vendons et livrons nos produits. Si nous ne sommes pas en mesure d'anticiper et de répondre aux défis soudains auxquels nous pourrions être confrontés sur le marché, aux tendances du marché pour nos produits et à l'évolution des demandes des consommateurs, cela pourrait avoir un effet défavorable important sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Systèmes de technologies de l'information. Nous dépendons de systèmes de technologies de l'information (« systèmes TI ») pour la gestion de nombreux aspects de nos transactions d'affaires et pour l'acheminement de renseignements exhaustifs et fiables à la direction. Ces systèmes TI sont une composante essentielle de notre entreprise et de nos stratégies de croissance. Ainsi, une importante perturbation dans nos systèmes TI, ou la désuétude de ces derniers, pourraient limiter notre capacité à gérer et à exploiter notre entreprise de manière efficace. Ces systèmes sont notamment sensibles aux dommages et à l'interruption par suite d'une panne de courant, aux désastres naturels, aux pannes informatiques ou de réseaux, à la perte de services de télécommunications, à la perte physique ou électronique de données, aux brèches de sécurité, aux cyberattaques, aux virus informatiques ainsi qu'aux lois et règlements qui nécessitent des améliorations obligatoires devant être faites dans un certain laps de temps et auxquelles nous ne pourrions pas nécessairement nous conformer. N'importe laquelle de ces perturbations pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre positionnement concurrentiel et/ou notre réputation et pourrait mener à des réclamations qui seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur notre rentabilité.

Actes de guerre, terrorisme et événements géopolitiques. Les actes de guerre ou de terrorisme, les instabilités politiques, conflits armés et sanctions imposées par des pays pourraient avoir une incidence sur l'économie en général ainsi que sur la chaîne d'approvisionnement et le prix du pétrole brut. Ces facteurs pourraient avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Exigences législatives et réglementaires. Nos activités sont assujetties à un grand nombre de lois et règlements, dont, mais sans s'y limiter, les règlements relatifs à la vente et l'étiquetage d'alcool, de produits du tabac ou contenant de la nicotine et de produits contenant du cannabidiol (CBD), à de nombreuses exigences sur la salubrité des aliments, l'emballage, la sécurité et la qualité des produits alimentaires, sur les produits de loterie et produits connexes, aux lois et réglementations sur les produits soumis à une limite d'âge, les lois sur le salaire minimum, les heures supplémentaires et autres lois et réglementations sur le travail, les lois sur la confidentialité des données, les lois sur les valeurs mobilières, les lois et réglementations fiscales et les normes d'autorégulation, y compris les *Normes de sécurité de l'industrie des cartes de paiement*. De plus, comme il en est discuté à la rubrique *Lois et règlements environnementaux*, les activités de nos magasins d'accommodation sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements en matière environnementale.

Nous engageons actuellement d'importants coûts d'exploitation et d'importantes dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et les règlements actuels, notamment ceux afférents à la santé, à la sécurité, à l'environnement et ceux applicables à nos activités. En outre, les lois et les règlements applicables à nos activités peuvent changer et il est en effet prévu que, compte tenu de la nature de nos activités, nous continuerons à être soumis à des lois et des règlements de plus en plus rigoureux, notamment en matière de santé, de sécurité et d'environnement, ce qui pourrait entraîner une augmentation de nos frais d'exploitation au-delà des niveaux actuellement prévus et nécessiter à l'avenir d'importantes dépenses en immobilisations et autres. En conséquence, rien ne garantit que les lois et les règlements futurs ou des modifications de ceux-ci, ou des changements par rapport à leur interprétation actuelle, n'entraîneront pas d'effet significatif sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Si nous ne parvenons pas à nous conformer aux lois et aux règlements ou aux restrictions ou autres conditions imposées par nos permis, ou si nous ne parvenons pas à obtenir les permis ou les enregistrements nécessaires ou à les prolonger ou à les renouveler à leur échéance, nous pourrions notamment être soumis à des sanctions civiles et pénales, poursuites et, dans certaines circonstances, nous voir suspendre temporairement ou de façon permanente une partie de nos activités. En outre, si nous ou nos partenaires commerciaux ne respectons pas les *Normes de sécurité de l'industrie des cartes de paiement* ou ne protégeons pas de manière adéquate les informations sensibles de nos clients, nous pourrions être soumis à des amendes ou à des limitations à notre capacité à accepter les cartes de crédit ou de débit, ce qui pourrait nuire à notre chiffre d'affaires, nos résultats opérationnels, notre marque et notre réputation.

De plus, nous vendons des produits contenant du cannabidiol (« CBD ») qui est un dérivé du chanvre. La *loi américaine sur l'amélioration de l'agriculture de 2018* (également connue sous le nom de *Farm Bill* de 2018) a adopté un certain nombre de modifications du statut juridique du chanvre et des produits contenant du CBD dérivé du chanvre, y compris la suppression de la liste statutaire des substances contrôlées. Cependant, la mise en œuvre du *Farm Bill* de 2018 est en cours et il existe encore une incertitude importante concernant le statut juridique des produits contenant du CBD en vertu de la législation américaine. La Food and Drug Administration (« FDA ») réglemente les produits alimentaires humains et animaux et les compléments alimentaires contenant du CBD et a déclaré qu'elle interprète la *loi fédérale sur les aliments, les médicaments et les cosmétiques de 1938*, telle que modifiée, pour interdire la vente de ces produits contenant du CBD. De plus, de nombreux États ont promulgué diverses lois concernant l'utilisation du chanvre et des dérivés du chanvre comme le CBD, certains États autorisant expressément l'utilisation, certains États interdisant expressément l'utilisation, certains États limitant l'utilisation à certaines formes et de nombreux États restant silencieux sur la question. Alors que la FDA indiquait depuis plusieurs années qu'elle examinait le cadre réglementaire actuel et envisageait des modifications pour permettre certains produits contenant du CBD, la FDA a annoncé en janvier 2023 qu'elle reportait toute considération de modifications législatives et réglementaires au Congrès américain. À moins que de tels changements ne soient adoptés par le Congrès américain, la FDA et d'autres autorités réglementaires fédérales ou d'états, ceux-ci pourraient prendre des mesures coercitives pour empêcher la commercialisation de produits contenant du CBD, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur notre entreprise, notre réputation, notre situation financière et nos résultats d'exploitation ou nous obliger à interrompre complètement la vente de certains produits.

Il existe un risque que notre interprétation de la législation américaine soit inexacte ou qu'elle soit contestée avec succès par les autorités fédérales ou étatiques américaines. Une contestation réussie d'une telle position par un État américain ou une autorité fédérale pourrait avoir un impact négatif sur nos opérations et nos résultats, y compris en raison de sanctions civiles et pénales, de dommages-intérêts, d'amendes, de la réduction d'une partie de nos opérations ou de saisies d'actifs et le refus des demandes réglementaires, ainsi que notre réputation.

Recrutement et rétention des employés. Nous sommes tributaires de notre capacité à attirer et à retenir les employés clés ainsi qu'une équipe de direction aguerrie. Si pour une raison ou une autre nous ne parvenons pas à attirer et à fidéliser suffisamment de personnes compétentes, nos activités, nos résultats financiers et notre capacité à atteindre nos objectifs stratégiques pourraient en souffrir. De plus, nous dépendons de notre capacité à recruter et à retenir des employés qualifiés dans nos magasins, cette capacité est soumise à de nombreux facteurs environnementaux tels que les niveaux de chômage, les taux de salaire et la législation du travail dans les différentes zones géographiques dans lesquelles nous opérons.

Dépendance à l'égard de fournisseurs tiers. Nos activités de vente de carburant dépendent de l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés auprès d'un nombre relativement limité de fournisseurs et d'un réseau de distribution desservi principalement par des camions-citernes appartenant à des tiers. Nous sommes aussi dépendant de nos fournisseurs et leurs manufacturiers en ce qui a trait à la marchandise destinée à la revente et aux matières premières. Les instabilités politiques et économiques, conflits internationaux ou tout autre événement pourraient causer des perturbations sur l'une des chaînes d'approvisionnement de nos fournisseurs, et celles-ci pourraient avoir un impact significatif sur notre capacité à recevoir des produits pétroliers raffinés et des marchandises destinés à la revente ou donner lieu à une augmentation du coût de ces produits.

Changement climatique. Les développements en matière de changement climatique et les impacts climatiques et environnementaux des gaz à effet de serre pourraient entraîner une diminution de la demande pour un de nos produits les plus importants, soit le carburant à base de pétrole. La perception péjorative de ce produit liée à sa relation avec l'environnement ainsi qu'au mouvement vert pourrait affecter négativement nos ventes et notre habileté à commercialiser ce produit. De nouvelles technologies incitant le public à se prévaloir de sources de transport qui ne dépendent pas d'hydrocarbures pourraient également nourrir une perception négative envers les hydrocarbures, et pourraient donc potentiellement affecter défavorablement notre entreprise, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. De plus, de nouvelles technologies visant à améliorer le rendement énergétique, ou encore des mandats gouvernementaux visant à atteindre un meilleur rendement énergétique pourraient faire décroître la demande pour les hydrocarbures, ce qui pourrait nuire à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Notre entreprise peut également être touchée par les lois et les règlements sur les changements climatiques et le rôle qu'y jouent la combustion des carburants fossiles et les émissions de carbone qui en résultent. Certains territoires où nous exerçons nos activités ont adopté des mesures visant à limiter les émissions de carbone, mesures qui augmentent le coût des carburants à base de pétrole et qui peuvent avoir un effet négatif sur la demande de carburant pour le transport routier. Par ailleurs, l'adoption d'autres mesures de protection de l'environnement qui touchent la chaîne d'approvisionnement du pétrole, comme des exigences plus rigoureuses quant à l'exploration, le forage et le transport du pétrole brut ainsi que le raffinage et le transport des produits à base de pétrole, peut aussi augmenter le coût du carburant à base de pétrole et avoir des effets semblables sur la demande de carburant pour le transport routier. L'impact de ces changements, individuels ou combinés, pourrait nuire à nos ventes de carburant pour le transport routier et à la marge brute qui en découle.

Carburant pour le transport routier. Nos résultats sont sensibles à l'évolution du prix et de la marge brute sur le carburant pour le transport routier. Des facteurs hors de notre contrôle, tels que les changements des conditions d'approvisionnement dictés par le marché, les fluctuations du coût du carburant pour le transport routier, liées notamment à la conjoncture politique et économique générale, ainsi que la capacité limitée du marché à absorber les fluctuations du prix du carburant, sont des facteurs susceptibles de faire varier les prix de vente du carburant pour le transport routier ainsi que la marge brute afférente. Ainsi, au cours de l'exercice 2023, les ventes de carburant pour le transport routier ont représenté environ 74,0 %¹ de notre chiffre d'affaires total, mais notre marge brute sur le carburant pour le transport routier ne représentait qu'environ 50,0 %¹ de notre marge brute totale².

Produits du tabac et alternatives aux produits du tabac. Les ventes de produits du tabac et alternatives aux produits du tabac constituent la principale catégorie de nos revenus tirés des marchandises et des services. Pour l'exercice 2023, les revenus et la marge brute² issus du tabac et des alternatives aux produits du tabac étaient respectivement de 6,4 milliards \$ et 1,2 milliard \$, respectivement, et représentaient environ 37,0 % et 20,0 % du chiffre d'affaires et de la marge brute² provenant des marchandises et des services, respectivement. Des augmentations importantes du prix de gros des cigarettes, des hausses ou des changements structurels importants en matière de taxes sur les produits du tabac, le durcissement législatif et les campagnes dissuasives ou de prévention de l'usage du tabac, nationales et locales, actuelles ou futures, de même que la concurrence du commerce illicite et l'arrivée de produits alternatifs au tabac pourraient réduire la demande de produits du tabac et, par conséquent, notre chiffre d'affaires et notre bénéfice en raison des marchés concurrentiels et de la sensibilité des consommateurs au prix de ces produits.

Information sensible et protection des données. Dans le cours normal de nos activités en tant que détaillant de carburant et de marchandises, nous recevons un nombre important de données personnelles de nos consommateurs ainsi que d'autres informations de nature sensible concernant nos employés, nos partenaires d'affaires et nos fournisseurs. Bien que nous ayons considérablement investi dans la protection de l'information, et bien que nous maintenions ce que nous croyons être des contrôles sécuritaires envers les données que nous recevons de chaque consommateur, employé ou vendeur identifiable, une faille ou une panne de système pourrait provoquer des fuites de données sur ces personnes, ou toute autre information sensible, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre réputation, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. De telles brèches ou pannes pourraient également entraîner une augmentation des dépenses allouées à la protection contre de tels risques. Un manquement important de notre part quant à nos obligations réglementaires de protection des informations sensibles et de la vie privée de nos consommateurs, employés et autres, pourrait nous exposer à une amende ou à toute autre sanction ou poursuite.

¹ Veuillez vous référer à la section « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2023 » pour plus d'informations sur ces mesures de performances.

² Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Concurrence. Les industries et les zones géographiques dans lesquelles nous exerçons nos activités sont très concurrentielles et marquées par des fluctuations constantes du nombre et du type de détaillants qui offrent les mêmes produits et services que nos magasins. Nous sommes en concurrence avec les autres chaînes de magasins d'accommodation, les magasins d'accommodation indépendants, les exploitants de stations-service, les petits et gros détaillants en alimentation, les entreprises de restauration rapide, les pharmacies locales, les chaînes de pharmacies et les magasins à un dollar. Rien ne garantit que nous serons en mesure de rivaliser avec succès avec nos concurrents. Notre entreprise pourrait également souffrir si nous ne maintenons pas notre capacité à répondre aux exigences des clients en matière de prix, de qualité et de service à la clientèle.

Lois et règlements environnementaux. Nos activités, particulièrement celles relatives à l'entreposage, au transport et à la vente de carburant, sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements en matière environnementale dans les pays où nous exerçons nos activités, y compris des lois et des règlements régissant la qualité du carburant, la pollution du sol, les émissions atmosphériques, les rejets de substances dans l'eau, la mise en œuvre d'objectifs concernant l'utilisation de certains biocombustibles ou de l'énergie renouvelable, la manipulation et l'élimination des substances dangereuses, l'utilisation de systèmes de réduction de vapeur pour récupérer la vapeur de carburant et la réhabilitation des sites contaminés. Les exigences environnementales, de même que l'interprétation et l'application de ces dernières, changent continuellement et ont tendance à devenir de plus en plus strictes avec le temps. En vertu des lois et des règlements fédéraux, provinciaux, étatiques ou municipaux, nous pouvons, à titre de propriétaire ou d'exploitant, être tenus responsables des coûts de nettoyage ou de décontamination de nos sites actuels ou antérieurs, que nous ayons été informés ou non de la contamination en question ou que nous en soyons responsables ou non. De plus, nous pourrions nous exposer à des frais de litige, des amendes et d'autres sanctions en raison de notre incapacité à respecter ces exigences.

Les différentes régions dans lesquelles nous exerçons nos activités prévoient des incitatifs fiscaux et d'autres subventions qui ont également rendu les secteurs des carburants renouvelables ainsi que des véhicules écoénergétiques et à propulsion alternative, plus concurrentiels qu'ils ne le seraient autrement, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Acquisitions. Les acquisitions ont été une partie importante de notre stratégie de croissance et devraient continuer de l'être. Notre capacité à identifier des occasions d'acquisitions stratégiques et à les réaliser à l'avenir pourrait être limitée par différents facteurs, notamment le nombre de possibilités d'acquisitions intéressantes et de vendeurs motivés, par l'étendue de l'utilisation à l'interne de nos ressources et, dans la mesure où cela est nécessaire, par notre capacité à obtenir les approbations réglementaires et du financement à des conditions satisfaisantes pour des acquisitions importantes, s'il y a lieu.

La réalisation des avantages et des synergies escomptés d'une acquisition dépendra en partie de la possibilité d'intégrer de façon efficiente et efficace les activités, les systèmes, la gestion et les cultures de notre société et de l'entreprise acquise ainsi que de la réalisation des avantages que nous comptons tirer des bases ou des sources présumées de synergies. Nous pourrions ne pas être en mesure d'obtenir les synergies et les économies de coûts prévues d'une acquisition pour de nombreuses raisons, telles que les contraintes contractuelles, une incapacité à profiter des économies synergiques attendues et de l'augmentation des efficiences opérationnelles prévues, la perte d'employés clés ou des changements dans les lois et les règlements fiscaux. Le processus d'acquisition et d'intégration d'une entreprise peut entraîner des frais d'exploitation plus élevés que prévus, des radiations ou charges de restructuration non récurrentes importantes, la perte de la clientèle et des perturbations de l'exploitation (telles que des difficultés à maintenir les relations avec les employés, les clients ou les fournisseurs). Le défaut de réussir à intégrer une entreprise acquise peut avoir un effet défavorable important sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Bien que nous effectuions une enquête diligente sur les entreprises ou les actifs que nous acquérons, il se peut que des passifs ou des dépenses liées aux entreprises ou aux actifs acquis nous échappent lors de notre enquête diligente et que nous en soyons tenus responsables, en tant que propriétaire successeur. La découverte de dettes ou d'obligations importantes liées à une acquisition peut entraîner d'importantes conséquences néfastes tant sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Modes de paiements électroniques. Nous sommes exposés à des fluctuations considérables des frais afférents aux modes de paiements électroniques résultant de variations importantes des prix de détail du carburant pour le transport routier, puisque les frais afférents aux modes de paiements électroniques sont basés en grande partie sur un pourcentage du prix de détail du carburant. Pour l'exercice 2023, une variation de 10,0 % des frais afférents aux modes de paiements électroniques aurait eu un impact d'environ 0,06 \$ sur le bénéfice net par action sur une base diluée.

Lois et passifs fiscaux. Nous sommes assujettis à des obligations fiscales importantes dans de nombreux territoires, notamment les impôts directs et indirects, les retenues salariales, les impôts de franchises, les retenues d'impôts étrangers et les taxes foncières. L'adoption de nouveaux règlements et lois régissant l'impôt ou la modification de ceux déjà en vigueur nécessite du jugement et pourrait entraîner une hausse de la charge d'impôts ou de l'assujettissement à l'impôt, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie. En outre, de nombreuses obligations fiscales font l'objet de vérifications périodiques par les différentes administrations fiscales, ce qui peut donner lieu à des pénalités et des paiements d'intérêts.

Poursuites. Dans le cours normal des affaires, nous sommes partie défenderesse dans un certain nombre de procédures judiciaires et de réclamations habituelles pour une entreprise dans notre secteur d'activités. Une issue défavorable dans de telles procédures pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation. En effet, l'industrie des magasins d'accommodation, et autres commerces du secteur alimentaire, peuvent être lourdement affectés par des poursuites ou des plaintes de consommateurs ou d'agences gouvernementales quant à la qualité des produits alimentaires, maladies ou autres problématiques opérationnelles touchant la santé ou l'environnement provenant d'une ou plusieurs locations. Le manque d'expérience au sein de nos employés en ce qui a trait à la salubrité alimentaire augmente le risque de maladie alimentaire, ce qui peut mener à des poursuites et donc entacher notre réputation. La publicité négative résultant de poursuites de cette nature, que les allégations soient véridiques ou non, pourrait décourager les consommateurs de s'approvisionner en carburant, en marchandises ou en produits alimentaires à l'un ou plusieurs de nos magasins d'accommodation. Nous pourrions finalement nous voir imposer d'importantes obligations en cas de décisions défavorables à ce sujet. Par ailleurs, même si l'issue des poursuites était favorable, des frais de litige importants pourraient détourner temps et argent de nos opérations, ce qui pourrait affecter notre performance et notre capacité à continuer d'exploiter nos magasins.

Image de marque et réputation. Nos marques de commerce et nos autres droits de propriété intellectuelle sont importants au positionnement concurrentiel de la société et nous tirons parti d'une image de marque bien établie. Si la société ne parvient pas à protéger ses droits de propriété intellectuelle, ou si un tiers remporte un recours revendiquant des droits sur notre propriété intellectuelle, la marque pourrait perdre en valeur, semant la confusion chez les consommateurs et nuisant à nos activités et à nos résultats financiers. L'incapacité de maintenir la sécurité et la qualité des produits pourrait nuire à notre image de marque et à notre réputation, en plus de mener à des demandes d'indemnités (y compris des recours collectifs), des enquêtes par les organismes gouvernementaux et des dommages.

Pandémie, épidémie ou apparition d'une maladie infectieuse. Le déclenchement généralisé d'une maladie, y compris la pandémie de COVID-19 ou toute autre maladie contagieuse, ou toute autre crise de santé publique, pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière. Les impacts économiques ou tout autre changement provoqué par un tel événement, qu'ils soient volontaires ou imposés par une autorité gouvernementale ou autre, pourraient avoir un impact significatif sur les résultats financiers et pourraient entraîner des fermetures temporaires d'installations, des pénuries, des perturbations temporaires ou à long terme sur la main-d'œuvre, sur les chaînes d'approvisionnement et les canaux de distributions. Des restrictions temporaires ou à long terme sur le commerce et les voyages transfrontaliers, une plus grande volatilité des devises et des risques accrus pour les systèmes informatiques, les réseaux et services numériques pourraient également survenir.

Des conditions économiques incertaines résultant d'une pandémie, d'une épidémie ou de l'éclosion d'une maladie infectieuse pourraient, à court ou à long terme, avoir une incidence défavorable sur les activités et la performance de notre société et de chacun de nos secteurs opérationnels. Celles-ci pourraient inclure la perte de confiance des consommateurs et des achats s'y rattachant, une plus grande volatilité des devises, des conséquences sur la situation financière de nos clients, fournisseurs et autres parties.

Caractère saisonnier et catastrophes naturelles. Les conditions météorologiques peuvent avoir une incidence sur notre chiffre d'affaires. En effet, les habitudes de consommation enregistrées par le passé démontrent que nos clients augmentent leurs achats et se procurent des articles offrant une marge brute plus importante lorsque les conditions météorologiques sont favorables. Nous exerçons des activités dans les régions du Sud-Est et de la Côte Ouest des États-Unis et, même si ces régions sont généralement reconnues pour leur climat tempéré, elles sont susceptibles de subir des tempêtes violentes, des ouragans, des tremblements de terre et d'autres catastrophes naturelles.

Dangers et risques associés au carburant. Nos activités nous exposent à certains risques, en particulier dans nos terminaux et autres installations d'entreposage, où de grandes quantités de carburant sont entreposées, et dans nos stations-service. Ces risques comprennent les défaillances de l'équipement, les accidents du travail, les incendies, les explosions, les émissions de vapeur, les déversements et les fuites dans les installations d'entreposage ou en cours de transport à destination ou encore en provenance de nos terminaux et/ou de ceux de tiers, des stations-service ou d'autres sites. Nous sommes également exposés à des risques d'accidents des camions-citernes utilisés dans notre système de distribution de carburant. Ces types de risques et d'accidents peuvent causer des blessures ou des décès, des interruptions d'activités et/ou la contamination de biens, d'équipements et de l'environnement ainsi que des dommages à des biens, des équipements ou à l'environnement. De plus, nous pourrions faire l'objet de poursuites, de demandes d'indemnisation, d'amendes ou de sanctions gouvernementales ou engager d'autres obligations ou pertes par rapport à ces incidents et accidents et engager des coûts importants en conséquence. Ces incidents et ces accidents peuvent également toucher notre réputation ou nos marques, conduisant ainsi à une baisse des ventes de nos produits et services et peuvent nuire à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Endettement. Notre niveau d'endettement actuel pourrait avoir d'importantes conséquences, comme l'affectation d'une partie des flux de trésorerie de nos activités au remboursement des intérêts sur les dettes et au paiement d'autres obligations financières, les rendant ainsi non disponibles à d'autres fins, ce qui pourrait limiter la capacité de la société à obtenir du financement supplémentaire. Les conventions de crédit comportent des clauses restrictives qui pourraient limiter notre capacité à consentir, prendre en charge ou permettre l'existence d'autres dettes, garanties ou charges. Elles obligent également la société à se conformer à certains tests de ratio de couverture qui peuvent empêcher la société de poursuivre des occasions d'affaires particulières ou d'initier certaines démarches. Veuillez vous référer aux sections « Engagements contractuels et commerciaux » et « Situation de trésorerie et sources de financement » pour plus d'informations sur la composition de notre dette à long terme et nos facilités de crédit.

Taux d'intérêt. Nous sommes exposés aux fluctuations des taux d'intérêt liées aux variations de taux d'intérêt à court terme. Les emprunts effectués en vertu de nos facilités de crédit portent intérêt à des taux variables, et d'autres dettes que nous pouvons contracter pourraient également porter intérêt à des taux variables. Au 30 avril 2023, notre dette à taux variable n'était pas importante, ce qui limite notre risque de taux d'intérêt. Si les taux d'intérêt du marché augmentent, la dette à taux variable créera des exigences de service de la dette plus élevées, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos flux de trésorerie. Nous n'utilisons pas actuellement d'instruments dérivés pour atténuer ce risque. Nous pourrions également être exposés à un risque de variation des flux de trésorerie en raison de l'évolution des taux d'intérêt sur les futures émissions de dettes. Pour atténuer ce risque, nous pouvons conclure des accords de fixation de taux d'intérêt et/ou des swaps de taux d'intérêt à départ différé afin de couvrir les taux d'intérêt sur les émissions de dette prévues.

Taux de change. La monnaie fonctionnelle de notre société mère est le dollar canadien. Ainsi, nos investissements dans nos activités américaines, européennes et asiatiques sont exposés aux variations nettes des taux de change. Si ces variations se produisaient, le montant de notre investissement net dans nos activités américaines, européennes et asiatiques pourrait augmenter ou diminuer. Nous utilisons à l'occasion des swaps de devises pour couvrir une partie de ce risque.

Nous sommes aussi exposés au risque de change lié à notre trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives, notre dette libellée en dollars américains, à nos billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros, aux swaps de taux d'intérêt et multidevises et aux contrats de change à terme notionnels dollar canadien / dollar américain, dont une portion est désignée comme couverture de l'investissement net dans nos opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation, une partie de ces impacts est compensée par la conversion des états financiers consolidés libellés en dollars canadiens vers le dollar américain. Au 30 avril 2023, en ce qui concerne la dette à long terme libellée en dollars américains, en couronnes norvégiennes et en euros, les swaps de taux d'intérêt et multidevises ainsi que les contrats de change à terme notionnels dollar canadien / dollar américain divisés théoriquement qui sont désignés comme instruments de couverture de l'investissement net dans nos opérations étrangères, une variation dans ces devises serait contrebalancée par des montants équivalents des investissements nets couverts aux Autres éléments du résultat global (« AERG »). En ce qui concerne la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives, au 30 avril 2023 et avec toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % des diverses devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives aurait eu un impact net de 11,6 millions \$ sur le Bénéfice net, lequel serait partiellement contrebalancé par un impact net de 2,5 millions \$ provenant de la portion de nos dettes à long terme libellées en dollars américains non désignée comme instruments de couverture de l'investissement net dans nos opérations étrangères. Pour les contrats de change à terme notionnels euro / dollar canadien divisés théoriquement qui sont désignés à titre d'élément de couverture de flux de trésorerie lié au risque de change associé à un engagement ferme pour l'acquisition d'une entreprise en devise étrangère, au 30 avril 2023 et avec toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % de l'euro aurait eu un impact net de 85,0 millions \$ sur les AERG.

Nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation. Ainsi, l'évolution des taux de change pourrait augmenter ou diminuer significativement nos actifs nets libellés en devises à la consolidation, ce qui ferait augmenter ou diminuer, selon le cas, l'avoir des actionnaires. En outre, les variations des taux de change auront une incidence sur la conversion des revenus et des charges liés à nos opérations canadiennes, européennes et asiatiques et se traduiront par un bénéfice net inférieur ou supérieur à celui qui aurait été constaté autrement.

Outre les risques de conversion des devises, nous courons un risque lié aux transactions en devises chaque fois que l'une de nos filiales conclut un contrat avec un client ou un fournisseur libellé en une monnaie différente de sa monnaie fonctionnelle. Compte tenu de la volatilité des taux de change, nous pourrions ne pas être en mesure de gérer efficacement notre risque lié aux transactions en devises et/ou nos risques de conversion, et cette volatilité pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Risque de crédit. Nous sommes exposés au risque de crédit découlant des dépôts indexés liés aux unités d'actions et des instruments financiers dérivés lorsque la juste valeur ouverte nous est favorable. Conformément à notre politique de gestion des risques, pour réduire ce risque, nous avons conclu ces instruments financiers avec des institutions financières majeures présentant un risque de crédit très faible. Dans certains marchés européens, les clients peuvent régler leurs achats dans nos multiples points de vente ou chez tout autre commerçant avec une carte de crédit Circle K / MasterCard. Nous avons conclu des accords selon lesquels les risques et les avantages liés aux cartes de crédit, tels que les revenus d'honoraires, les dépenses administratives et les pertes de crédit, sont partagés avec les banques émettrices. Compte tenu des évaluations de crédit précises et de la surveillance continue des soldes, nous estimons que les créances ne présentent pas de risque significatif.

Liquidité. Il s'agit du risque que nous éprouvions des difficultés à honorer nos engagements liés à nos passifs financiers et à nos obligations locatives. Nous sommes exposés à ce risque principalement en regard de notre dette à long terme, de nos comptes fournisseurs et charges à payer, de nos obligations locatives et les sorties associées avec nos instruments financiers dérivés. Nous tirons nos liquidités principalement des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et de nos emprunts disponibles en vertu de nos facilités de crédit.

Débiteurs. Nous sommes exposés à un risque lié à la solvabilité et à l'exécution des engagements de nos clients, de nos fournisseurs et des parties aux contrats que nous concluons. En date du 30 avril 2023, nous avons des comptes débiteurs impayés totalisant 2,3 milliards \$. Ce montant se compose principalement de rabais fournisseurs à recevoir, de créances sur cartes de crédit et de créances découlant de la vente de carburant et autres produits à des exploitants de stations-service indépendants, franchisés ou sous licence ainsi que de sommes à recevoir d'autres clients industriels et commerciaux. Les contrats avec des cycles de paiement plus longs ou des difficultés dans l'exécution des contrats ou la perception des comptes débiteurs pourraient entraîner des fluctuations importantes de nos flux de trésorerie et pourraient nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Assurance. La plupart de nos installations sont couvertes par une assurance de responsabilité civile, une assurance contre l'incendie et une assurance de garantie supplémentaire dont les conditions particulières et les montants d'assurance sont comparables aux pratiques usuelles dans notre secteur d'activités. Rien ne garantit que nous soyons en mesure de continuer à obtenir une telle assurance ou de l'obtenir à des conditions favorables. Certains types de sinistres, comme ceux résultant des guerres, d'actes de terrorisme, de pandémies ou de catastrophes naturelles, ne sont généralement pas assurés parce qu'ils sont non assurables ou économiquement inapplicables.

Activités mondiales. Nous avons des activités importantes dans de nombreux pays. Certains des risques inhérents à la portée internationale de nos activités comprennent la difficulté de faire respecter les contrats et de percevoir des créances dans certains systèmes juridiques étrangers, les droits légaux plus vastes des syndicats et de la main-d'œuvre étrangère, les fluctuations des taux de change, la possibilité de changements dans les conditions économiques locales, les déficiences fiscales potentielles liées au rapatriement de fonds provenant de filiales étrangères, le contrôle des échanges de devises et les mesures gouvernementales restrictives telles que les restrictions sur le transfert ou le rapatriement de fonds et les questions de protection commerciale, y compris des interdictions ou des restrictions visant les acquisitions ou les coentreprises. N'importe lequel de ces facteurs pourrait nuire considérablement à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Structure corporative. Nous sommes une société de portefeuille et la quasi-totalité de nos actifs est constituée du capital-actions de nos principales filiales. Nous menons la quasi-totalité de nos activités par l'intermédiaire de nos filiales, qui génèrent l'essentiel de nos revenus. Par conséquent, nos flux de trésorerie et notre capacité à concrétiser les possibilités d'amélioration actuelles ou souhaitables dépendent des bénéfices de nos filiales et de la distribution de ces bénéfices. La capacité de ces entités à verser des dividendes et d'autres distributions dépendra de leurs résultats d'exploitation et sera soumise aux lois et réglementations en vigueur qui exigent que les normes de solvabilité et de capital soient respectées par ces sociétés et aux restrictions contractuelles contenues dans les instruments régissant leur dette. En cas de faillite, de liquidation ou de restructuration de l'une de nos filiales importantes, les créanciers et les créanciers commerciaux pourront avoir droit au paiement de leurs réclamations à partir des actifs de ces filiales avant nous.

Perspective

Puisque nous avons terminé la dernière étape de notre stratégie quinquennale, nous débuterons bientôt notre nouveau plan stratégique afin de répondre aux besoins de nos clients, en leur facilitant la vie un peu plus chaque jour. Malgré les défis liés aux conditions économiques mondiales, nous demeurerons concentrés sur nos activités d'accommodation et de mobilité en affinant notre programme *Tout simplement frais, toujours prêt*, en poursuivant des opportunités pour accroître la flexibilité de notre chaîne d'approvisionnement et en développant notre offre de solution de recharge pour véhicules électriques afin de solidifier notre position de leader mondial dans l'avenir des solutions de recharge pour véhicules électriques. Nous sommes prêts à rechercher de nouvelles occasions d'acquisition et à continuer d'entretenir la culture de discipline et d'esprit entrepreneurial, reflétant notre marque de commerce au cours des quatre dernières décennies. Dans cet environnement qui évolue rapidement, le déploiement des *Valeurs qui nous guident* et les mesures prises à leur égard sont la preuve de notre volonté à accroître l'engagement des employés, la diversité et l'inclusion, ainsi que le développement durable qui demeurera à l'avant-plan de nos priorités et un focus pour l'entreprise.

Pour ce qui est de l'avenir, nous continuerons, comme toujours, à rechercher et à saisir les opportunités de croissance pour l'entreprise et intégrer nos acquisitions à notre réseau, en nous concentrant toujours sur la création de valeur pour nos employés, nos partenaires et nos actionnaires.

27 juin 2023